

L'Amérique latine : une analyse discursive des discours de François Hollande

OPALC Working Paper n°5, février 2019

Célia CHENIN
Antoine GONZALEZ
Tommy VERDIER

“J’étais il y a quelques heures en Polynésie française et les Polynésiens me disaient : « vous êtes là au bout du monde ». Je leur ai répondu que non, je n’étais pas au bout du monde, que j’étais au bout de la France, parce que la France est partout présente dans le monde.”. C’est ainsi que le Président de la République Française François Hollande a conclu son discours devant l’Alliance Française à Lima le 23 février 2018, devant un public aussi bien français que péruvien. Ce discours est, comme pour la majorité de ses discours concernant les relations avec l’Amérique Latine, un moyen de replacer la France et son rayonnement au centre de l’attention.

C’est donc tout au long de cette démonstration que nous présenterons une analyse des discours de François Hollande dans le cadre de la politique étrangère de la France.

Par discours, nous n’entendons pas seulement ce qui est directement lié à l’expression orale et au langage. Ce ne sont pas que des simples paroles ou des mots. Chaque mot est choisi, a un poids. C’est un acte régi par des règles précises, qui a pour but de transformer la situation du récepteur et modifier sa perception du réel¹. Il s’agit de tout un cheminement qui conduit à son élaboration. C’est une « méthode » comme Descartes l’a écrit, au sens d’un « parcours » dont la forme « discursive » permet de donner un sens à chaque mot utilisé. Dès lors, le discours n’est pas seulement un moyen d’expression de la pensée, mais avant tout un acte qui recherche un certain effet produit par le locuteur du discours vers sa cible, l’interlocuteur de ce discours.

Néanmoins, ce n’est pas la seule variable du discours. Il y a également les gestes, l’intonation, la personne à qui on l’expose : toutes ces variables sont des éléments que nous prendrons en compte lors de notre analyse discursive car, comme l’affirme Alexandre Godin, son attaché parlementaire, pour François Hollande “parler c’est aussi agir”.²

Pour l’élaboration d’un discours se voulant « politique », les professionnels de ce domaine sont sujets à certaines logiques telles que le statut du locuteur, le public, le contexte d’énonciation et surtout les conséquences de leurs paroles dans un cadre plus large. C’est d’autant plus le cas pour des hommes politiques comme le Président de la République française, exerçant des fonctions et des responsabilités de la plus haute importance. Néanmoins, il est probable que les actes ne soient pas le parfait reflet des paroles énoncées.

Ce dernier a aussi recours au discours informel. Il impose moins de règles aux partenaires que la communication formelle dont les déclarations et discours sont une composante importante et n’est pas défini dans le rôle du président dû à son caractère non officiel. Cependant, il peut se transcrire dans tous les actes connexes du président ne rentrant pas dans le cadre procédural de sa fonction, notamment dans ses prises de paroles officielles en matière de politique étrangère.

Dans le cadre officiel de la politique étrangère, le Président de la République possède une compétence s’inscrivant dans son "domaine réservé". Le Président représente la France au niveau international et

¹ Damon Mayaffre. Analyse du discours politique et Logométrie : point de vue pratique et théorique. Langage et Société, Maison des Sciences de L’homme Paris, 2005, pp.91-121.

² Voir en annexe l’entretien du 23 novembre 2018 avec Alexandre Godin.

entretient des relations directes avec les chefs d'Etat et de gouvernements étrangers. Il détient ainsi des compétences propres déterminées par la Constitution de la Vème République. Il possède un rôle central dans le domaine diplomatique. Le Président de la République négocie et ratifie les traités. Il accrédite les ambassadeurs français à l'étranger qui ont un rôle éminemment important dans la conduite d'une politique étrangère globale de la France. Sa parole, ses actes et surtout ses discours engagent la nation. Il porte les valeurs de la France à travers le monde et la représente au cours des rencontres internationales ou bien lors de ses voyages officiels.

Sous la Ve République les présidents sont passés et ont tour à tour déplacé le cursus sur la place accordée à l'Amérique Latine dans la politique étrangère française.

Ainsi De Gaulle s'érige comme le piédestal de l'édifice diplomatique Français en Amérique Latine au delà de son voyage hors normes de trois semaines dans la région. Ses discours sont marqués par la volonté de construire un roman international autour d'un concept de latinité se basant des racines linguistiques, une histoire et une religion commune le tout émergeant dans un ensemble de valeurs partagées. Les effets d'un tel discours vaudront l'avènement d'une forme d'institutionnalisation des relations entre la France et l'Amérique Latine et la naissance d'échanges dans les domaines culturels

Sous les présidences successives de Georges Pompidou (1969-1974) et de Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981), on observe un maintien du dialogue et des échanges culturels sans que se dégage une politique latino- américaine bien définie.

F. Mitterrand (1981-1995) ambitionne quant à lui de renforcer les liens tissés en apparaissant comme le défenseur des idéaux français et essayant même de jouer le rôle de médiateur dans les conflits sur le continent sans grand succès. Il sera aussi un des acteurs principaux dans l'instauration et la fructification d'un partenariat économique qui fera de l'Europe le second partenaire économique derrière les États-Unis

Jacques Chirac (1995-2007) et Nicolas Sarkozy (2007-2012) concentreront leurs efforts sur les relations économiques, donnant ainsi la priorité à quelques partenaires privilégiées (Brésil, Mexique).

Ainsi l'ombre de De Gaulle plane sur la manière dont la politique étrangère va être abordée. C'est le Président de la République depuis la Vème République qui jouit d'un « domaine de réserve » ce qui explique que les relations peuvent varier au même rythme que les chefs d'États se succèdent.

Le Président Hollande arrivant au pouvoir doit faire face à des préoccupations bien différentes de celle du Général de Gaulle en son temps ; le contexte de mondialisation lui impose de concéder une place majeure aux échanges économiques.

La politique étrangère est le domaine où l'action des présidents, depuis le début de la Vème République, fait relativement consensus. François Hollande n'a pas dérogé à la règle.

Au cours de son mandat, la diplomatie française s'est articulée autour de quelques grands axes : la crise en Ukraine, la lutte contre le terrorisme avec la guerre au Mali et les frappes en Irak et en Syrie, le nucléaire iranien... Alexandre Godin, lors d'un entretien affirme le Président n'avait jamais manifesté d'attrait particulier pour la Politique Etrangère et que c'est pour cela qu'il laissa un grand espace d'initiatives à ses deux Ministres successifs nommés aux Affaires Étrangères qui ont fait de leur priorité la lutte contre le terrorisme et la COP21. On note ainsi l'absence marquée de l'Amérique Latine comme question importante au centre des préoccupations françaises en matière de diplomatie.

En effet, le programme de François Hollande, en tant que candidat en 2012 intitulé *Les 60 engagements pour la France*, montrait déjà les prémices de la politique étrangère qu'il adopterait après son élection et la place donnée au continent Sud-Américain. Dans son programme, on pouvait trouver une série d'objectifs en matière de politique étrangère et européenne.

La diplomatie française sous la Présidence de François Hollande a offert un bilan contrasté. Concernant l'Amérique Latine, l'action française ne s'est pas éloignée de celle des mandats précédents, se contentant de postures, par moment, contradictoires. Le volontarisme apparent du Président dans ses discours au sujet de cette question a suscité des interrogations. Dans un souci de renouer des liens plus solides avec les différents pays d'Amérique Latine, la politique de la France à l'égard du monde latino-américain a pu être défini comme un « axe prioritaire » de la diplomatie française pour le quinquennat Hollande si l'on en croit ses différents discours à ce propos.

Dès lors, les discours de François Hollande sur l'Amérique Latine constituent un objet d'étude intrigant qui sera celui de cet article. Les recherches à ce sujet n'ont, de plus, jamais été effectuées. Il s'agira d'étudier, de comparer, d'expérimenter, d'observer ou encore d'analyser les différents discours de François Hollande relative à l'Amérique Latine au cours de son mandat (2012-2017) en relations avec les décisions, les politiques et les projets menés en parallèle de ces discours.

L'analyse du discours apparaît comme l'approche la plus adaptée au sujet traité car elle mêle la multidisciplinarité en empruntant de nombreux concepts aux champs de la communication, de la psychologie et surtout de la linguistique. Cette approche s'intéresse aux concepts, à la linguistique et à l'organisation narrative des discours oraux et écrits qu'elle étudie.[2] Néanmoins, il est évident que notre analyse ne peut se limiter à cette seule approche rhétorique du discours car cela négligeait les autres prismes d'analyses tel que la mise en perspective par l'action réelle de la politique française.

Pour notre analyse rhétorique, nous utiliserons la logométrie par l'intermédiaire du logiciel Tropes[2]. La logométrie est une méthode d'analyse et d'interprétation de documents et statistiques des textes et des discours croisant leurs dimensions graphiques et grammaticale. Le logiciel Tropes utilise cette méthode qui permet d'apporter un angle nouveau dans notre analyse, se basant sur la rhétorique du discours. Néanmoins, les analyses que nous avons récupérées restent à nuancer pour plusieurs raisons. En effet, l'une d'elles est le faible nombre de textes qui compose notre corpus à analyser avec seulement sept discours. De plus, il est aussi évident mais important de préciser qu'il ne peut pas prendre en compte les éléments annexes comme le contexte ou le destinataire du discours.³

Analyser la politique étrangère de la France en Amérique Latine sous le mandat de François Hollande à travers ses discours sans s'intéresser à l'histoire du locuteur et son lien avec le continent serait une grossière erreur. François Hollande est un Énarque ayant choisi de faire carrière au sein de la Cour des Comptes, qui n'a en apparence aucun lien avec les Relations Internationales et encore moins avec le continent latino-américain. Il a très rapidement été assigné, dans l'exercice de ses fonctions, à la mission d'assainir la Maison de l'Amérique Latine en 1982. Comme l'a dit François Hollande lui-même dans son discours lors du 70ème anniversaire de la Maison de l'Amérique Latine ⁴:

“C'est précisément dans cette année 81, 82 que la Maison de l'Amérique Latine connut une crise financière grave [...] je fus appelé - parce que jeune auditeur à la Cour des Comptes- à faire un audit, une vérification mais aussi des propositions pour que la Maison de l'Amérique latine puisse retrouver sa vitalité et surtout sa sécurité financière. C'est ainsi qu'un plan- je n'ose pas lui donner mon nom, cela ne donnerait pas forcément une réputation - mais qu'un plan de redressement fut établi et que la Maison de l'Amérique latine fut ainsi refondée et de nouveau inaugurée en 1985.”

François Hollande garde un certain attachement à cette Maison et cela se ressent dans son discours. Le ton de l'humour lorsqu'il parle du nom du plan de redressement semble cacher une proximité avec le projet et une certaine forme de nostalgie. C'est en effet à partir de ce moment précis que le futur Président de la République s'est réellement intéressé au continent et à tous ses aspects culturels. Cette affection pour le lieu qu'est la Maison de l'Amérique Latine se ressentira par la suite. C'est un endroit où il choisira, en tant qu'homme politique, de prononcer de nombreux discours officiels tels que le communiqué de presse sur

³ [2] Manuel de Tropes concernant son utilisation et son fonctionnement détaillé en annexe

⁴ Discours prononcé par François Hollande à l'occasion du 70ème anniversaire de l'Amérique Latine à Paris, le 18 octobre 2016. (Voir le discours en annexe)

sa critique du plan économique de rigueur du gouvernement en 2011, son discours de victoire à la primaire du Parti Socialiste en 2012, ainsi que lors du 70ème anniversaire de l'Amérique Latine en Octobre 2016. Enfin, son intervention en 1982 coïncide avec une période où la question du socialisme est très controversée en Amérique Latine. De nombreux réfugiés du Chili sont accueillis en France et François Hollande est témoin de la solidarité des socialistes, dont il fait partie, vis à vis de ces socialistes latino-américains exilés. Ainsi, il est intéressant de se questionner sur l'influence que cette expérience latino-américaine en plein Paris a pu avoir sur l'idéologie du futur Président de la République mais également savoir dans quelle mesure est-ce que cela a pu influencer la direction qu'a pu prendre sa Politique Étrangère Latino-américaine lors de son mandat et quelle place elle occupe ainsi dans ses discours.

Toutefois, la place accordée à l'Amérique Latine dans ses discours et programmes de campagne électorale reste inexistante, comme elle l'eût été pour ses prédécesseurs, Nicolas Sarkozy et Jacques Chirac. Comme l'ont dit en 2012 G.Estrada et O.Dabène, tous deux présidents successifs de l'OPALC :

« L'Amérique latine a été absente de la campagne présidentielle et le continent n'est pas sur l'écran radar du nouveau gouvernement. Le discours du Président face aux ambassadeurs le 27 août n'a mentionné qu'une fois l'Amérique latine, pour dire que la France « *pèsera sur l'avenir du monde en renforçant ses liens avec les pays émergents, d'Amérique latine, d'Asie, d'Océanie, d'Afrique, du Golfe arabo-persique* ». »⁵

Rien ne laissait alors présager que François Hollande manifeste par la suite un tel intérêt pour le continent. L'accent a en effet beaucoup plus été mis sur l'Afghanistan, sur l'Europe et sur la communauté internationale dans l'optique de la lutte contre le réchauffement climatique. Ce n'est donc pas à l'aube de son élection que l'on constatera un réel intérêt pour le continent mais plutôt tout au long de son mandat que les voyages se multiplient et que discours et événements seront intensifiés. Il peut pourtant paraître étonnant que ses prédécesseurs n'aient pas manifesté plus d'intérêt jusqu'en 2012. En effet, l'Amérique Latine connaît à cette période un moment historique de croissance et de stabilité. Avec l'Asie, elle devient un facteur important de la croissance mondiale. La région dispose, plus que jamais, d'énormément d'avantages matériels (première puissance mondiale agricole, en terme de pétrole, gaz et de biodiversité) et immatériels en terme de culture et de stabilité (O.Dabène et G.Estrada). Il est en effet perceptible qu'en plus de ces intérêts tout à fait pragmatiques pour l'Etat français, François Hollande pouvait y trouver un bon nombre « d'alliés socialistes » ayant une vision similaire ou tout du moins se rapprochant de la sienne.

C'est ainsi qu'il est intéressant de se demander si la volonté de collaboration française avec l'Amérique Latine annoncée par les discours du Président François Hollande est réellement mise en pratique par la suite ? François Hollande se positionne-t-il en réelle rupture avec ses prédécesseurs où s'inscrit-il dans une parfaite continuité, contrairement à ce qu'il essaye de faire entendre ?

En parallèle, la question de savoir si les relations avec l'Amérique Latine étaient entretenues dans un but tout à fait pragmatique comme dans le passé surgit ainsi que de savoir quelle est la place de l'idéologie dans les discours de François Hollande ?

Afin de répondre à ces questions, il a bien sûr fallu recueillir tous les documents existants pouvant nous orienter sur le sujet. Les archives de discours sont bien évidemment la source primaire que nous avons utilisée. Huit discours sont particulièrement importants et significatifs pour le traitement du sujet⁶. Les discours, pouvant être également informels, ne sont pas tous facilement accessibles et nous baserons notre analyse sur ces huit en particulier.

De plus, l'analyse discursive des discours de François Hollande en rapport avec sa politique étrangère en Amérique Latine n'existe pas en tant que telle. C'est pourquoi ce travail est tout à fait original dans la mesure où une analyse contextuelle discursive aussi quantitative que qualitative a été réalisée à partir de sources premières mais également à partir de connaissances formelles et informelles concernant les réelles intentions du Président.

⁵ Dabène O., Estrada G., "L'Amérique Latine oubliée de la France", Libération, 17/09/2012, <https://www.liberation.fr/planete/2012/09/17/l-amerique-latine-oubliee-de-la-france> 846923

⁶ Voir les 8 discours en annexe

Nous avons cependant pu baser nos recherches sur la contextualisation et sur les déclarations en tant que telles grâce aux analyses réalisées par l'OPALC, par Christian Lesquene, G. Estrada, O. Dabène et JP. Bel lui-même. Ces analyses, nous les avons trouvées dans des articles de journaux, dans des interviews pour des revues académiques ou bien sur les sites académiques tels que celui de SciencesPo où l'OPALC fait une analyse globale de la politique étrangère de François Hollande.

Ces recherches et ces matériaux empiriques nous ont permis d'avancer l'hypothèse que François Hollande, à travers son discours en qualité de Président s'impose comme étant en rupture avec la politique étrangère de ses prédécesseurs depuis le Général de Gaulle. Toutefois, il semblerait que les volontés de François Hollande, également affichées par ses paroles, soient tout à fait dans la continuité de ses prédécesseurs. En effet, bien que l'idéologie du Président et son attachement certain pour le continent occupent une place importante dans le discours, les aspects plus "pragmatiques" et intéressés de la France sont extrêmement présents et en deviennent presque une priorité d'Etat, dans un contexte où les échanges économiques et commerciaux occupent une place prédominante dans l'Espace Mondial et dans les rapports inter-étatiques.

Une discontinuité avec ses prédécesseurs voulue et annoncée:

L'élection de Hollande et ses discours ont renforcé, par contraste avec la présidence antérieure, l'idée selon laquelle l'Amérique latine reviendrait au premier plan dans la politique étrangère française et pas seulement en matière économique. Cette « normalisation »[1] reprend ainsi le terme de François Hollande pour caractériser la présidence qu'il souhaite mettre en place. Pour se faire, on a ainsi l'arrêt progressif des questions conflictuelles à l'agenda politique et diplomatique.

En effet, par questions conflictuelles, on pense bien entendu à la présidence de Nicolas Sarkozy où ces questions avaient émaillé la politique étrangère. Chaque manifestation de l'année France-Mexique (2011) fut marquée par le sujet du parrainage de Florence Cassez, inadmissible pour le Mexique. Dans la même période, on peut aussi parler du Sommet G-20 à Cannes le 3 novembre 2011. Le Président de l'époque avait fustigé en conférence de presse[2] les paradis fiscaux, citant plusieurs pays latino-américains, en particulier le Panama. Les Panaméens l'ont évidemment mal pris, d'autant que la France n'avait pas ratifié au Parlement une convention fiscale avec l'OCDE, négociée dès juin, incluant l'échange d'informations au contraire du Panama, dont le sommet était en novembre.

A l'inverse, sous la présidence de F. Hollande, les sujets sensibles ne seront pas abordés ou du moins pas comme un enjeu majeur des questions diplomatiques. On peut s'intéresser aux discours faisant référence de près ou de loin à l'Amérique latine. On s'aperçoit que les sujets tels que le désarmement des FARC en Colombie ou les paradis fiscaux sont absents alors même que certains de ses discours sont en lien directe avec la Colombie où ils ne rentrent pas dans les détails sujets à tensions comme on peut le voir :

« [...] Je vous accueille aussi comme le chef de l'État qui a fait le choix de la paix pour son pays. Vous avez décidé courageusement de lancer des négociations avec les FARC et vous travaillez avec courage, avec obstination, à leur aboutissement [...] »⁷

De plus, à l'intérieur des discours, on a le recours à de nombreuses reprises au champ de référence de la « relation » tel que montré sur ce graphique en étoile⁸ portant sur l'étude de notre corpus de discours :

⁷ Discours du président François Hollande à l'occasion du déplacement du président Juan Manuel Santos à Paris le 26 janvier 2015

⁸ Le graphe en étoile affiche les Relations entre Références, ou entre une catégorie de mots et des Références.

Les nombres qui apparaissent sur le graphe indiquent la quantité de Relations (fréquence de cooccurrence) existant entre les Références. Ce type de graphe permet d'analyser l'environnement d'une Référence ou d'une catégorie. Ils sont orientés : les

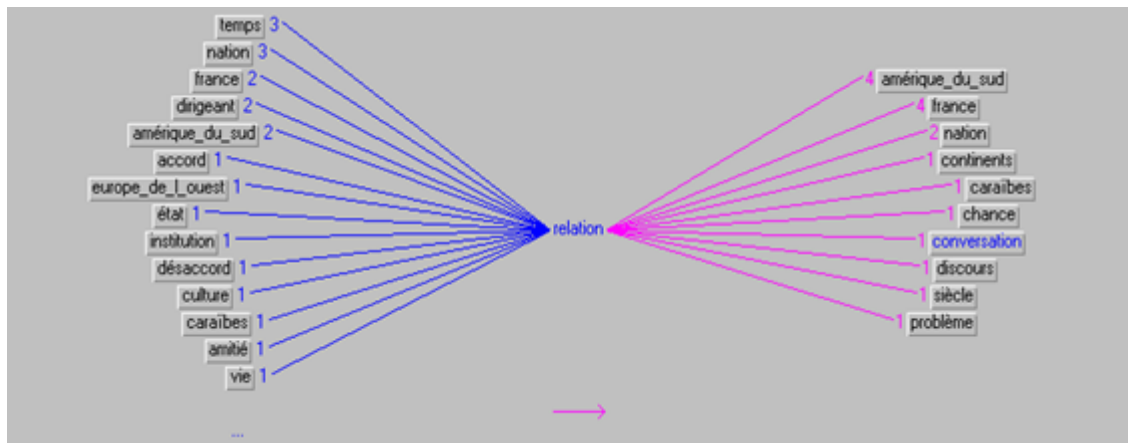


Figure : Graphe étoilé sur l'univers de référence « relation »

On a ainsi l'utilisation des termes « relation » ou « lien » suivis ou précédés de « France » (6 fois) et « Amérique Latine » ou « Amérique du Sud » (6 fois). Néanmoins, cette analyse quantitative peut être soutenue par quelques extraits des discours comprenant ses éléments :

- « Votre visite officielle est l'occasion d'établir un véritable partenariat entre nos deux pays. »⁹
 « J'ai voulu donc à partir de 2012 que la France puisse être dans une relation encore plus active avec l'Amérique Latine »¹⁰
 « Une semaine où les relations entre la France et votre continent sont portées à leur niveau d'excellence »¹¹

Ces quelques extraits permettent ainsi de remettre cette analyse en perspective et de montrer une certaine réalité dans la volonté de recréer des liens avec l'Amérique Latine qui existe bel et bien dans les discours du président Hollande. On peut coupler cela à l'utilisation des mots « Amérique du Sud » ou de mots équivalents et « France » de façon identiques avec pour le premier, 233 utilisations et 231 pour le second. Les deux acteurs principaux prennent autant de place dans les discours de François Hollande, ce qui est significatif de la volonté de normaliser les relations se traduisant par une place identique dans son discours que la France.

D'autre part, on peut s'appuyer sur le bilan après un an de présidence. On dénombre 35 visites ministérielles en un an, soit plus que dans l'entière du quinquennat précédent. Un dialogue politique particulièrement dense s'est installé par la voie du président François Hollande qui a effectué plusieurs déplacements dans la région et reçu certains de ses homologues latino-américains en France en à peine un an. Il avait reçu à Paris les présidents du Brésil (décembre 2012), du Venezuela (juin 2013), d'Équateur (novembre 2013). D'autre part, il s'était rendu au Brésil (décembre 2013). En addition à ces rencontres, on peut aussi mentionner le voyage de Laurent Fabius en Colombie, au Panama et au Pérou en février 2013, censé lancer un nouveau partenariat avec l'Amérique latine. On doit tout de même nuancer cet effet d'accumulation de voyages ou de visites officiels entre la France et le continent latino-américain car il faut s'intéresser à ses voyages sous un angle qualitatif, ont-ils eu un réel enjeu ? La plupart de ses voyages n'ont pas eu de conséquences majeures dans la diplomatie franco-latine mais leur nombre tend à montrer une certaine forme d'accumulation qui a conduit à une normalisation des rapports. Les gouvernants sont perçus comme d'éventuels partenaires stratégiques comme les autres car ils obtiennent le même traitement que les autres États partenaires français par le biais de rencontres ou de créations de partenariat commerciaux.

Références affichées à gauche de la classe centrale sont ses prédécesseurs, celles qui sont affichées à sa droite sont les termes suivants

⁹ Discours de M. François Hollande, président de la République Paris, 26 janvier 2015 à l'occasion de la venue du président colombien Juan Manuel Santos

¹⁰ Discours du président de la République François HOLLANDE à l'occasion de l'anniversaire de la Maison de l'Amérique latine, Paris, le 21 novembre 2016

¹¹ Discours du président de la République à l'issue de sa rencontre avec les chefs d'entreprise d'Amérique latine 28 mai 2014

A la normalisation des rapports entre chefs d'Etats français et latino-américains, de par sa qualité et son nombre, nous pouvons ajouter le fait qu'au sein-même de son propre gouvernement François Hollande a choisi de mettre l'Amérique Latine à l'honneur. En effet, le Président a nommé, en janvier 2015, le premier envoyé personnel de la République à L'Amérique Latine. Cette mission n'existait pas auparavant et cela témoigne d'une volonté de renforcement quantitatif mais également qualitatif des échanges avec la région. Jean Pierre Bel, que nous avons eu la chance d'échanger au sujet de sa nomination nous a renvoyé vers une interview qu'il a donné en 2018¹² :

« La nomination, en janvier 2015, d'un envoyé personnel du président de la République était une première, qui n'a existé pour aucune autre région du monde. De plus, ma qualité d'ancien président du Sénat français a conforté auprès de ces 33 pays le fait qu'ils étaient « enfin » pris en considération. Il n'y a pas lieu de verser dans une autosatisfaction déplacée, mais je suis convaincu que l'ensemble des États a eu le sentiment que la France était « de retour » sur le continent latino-américain et dans les Caraïbes. ».

Il explique par la suite qu'il a eu l'occasion de visiter l'ensemble des pays d'Amérique Latine à maintes reprises et d'échanger avec tous les officiels de ces Etats. Encore une fois, ce choix politique marque une rupture dans la politique étrangère française. François Hollande, contrairement à Charles De Gaulle, pouvait difficilement faire le choix de voyager dans tous les pays, et de faire des visites aussi spectaculaires. Cela est dû à l'évolution du rôle du Président dans un contexte politique et international tout à fait différent. C'est ainsi que son propre discours en Amérique Latine à proprement parler en est plus réduit mais on observe toutefois un « transfert » du discours à travers la personne de Jean Pierre Bel.

La normalisation, ce choix de nomination et de report du discours sur la personne de Jean-Pierre Bel montrent une rupture certaine avec ces prédécesseurs. Toutefois, il est intéressant de savoir quelle place est accordée à l'idéologie du Président dans sa volonté de renforcement de liens avec l'Amérique Latine. Jean-Pierre Bel l'annonce très clairement dans sa récente interview lorsqu'il parle de la visite historique du Président à Cuba :

« [...] (nous) avons toujours dénoncé le blocus états-unien, absurde en lui-même et humainement injuste ».

Bel met en lumière la volonté subtile de F.Hollande de ne plus aligner la politique étrangère française avec la politique américaine. Le Président, dans son discours à Cuba parle lui-même de « souffrances inacceptables » infligées au peuple cubain ». Comment cette volonté de collaboration idéologique se ressent-elle dans son discours officiel ?

Bien que nous n'ayons pu analyser que sept discours, un élément frappant montre une volonté de collaboration. En effet, l'utilisation à 30,6% du « nous », montre une forte volonté de collaboration et d'inclusion. Le choix de faire des déclarations conjointes et de parler d'un futur « ensemble » montre qu'en plus d'un intérêt totalement pragmatique, il y a une volonté d'union avec le continent.

De plus, le Président ne cesse de rappeler les valeurs communes entre le continent et la France. Il revient régulièrement sur l'Histoire et dit par exemple « quel chemin a été parcouru l'Amérique Latine. D'abord, le chemin de la démocratie. Partout, ou presque, il y a respect des Droits de l'Homme [...] » lors de son discours à l'occasion d'une rencontre avec les chefs d'entreprise argentins. C'est également à l'occasion de la venue du Président Colombien Santos qu'il a saisi l'occasion de rappeler que « Nous partageons les mêmes valeurs, en particulier celles issues de la Révolution Française. Je rappelle que c'est Antonio Nariño, Vice-Président de la « Grande Colombie » en 1821, qui fut le premier traducteur en langue espagnole de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen. Vos institutions se sont également inspirées du Code Napoléon dont l'influence est profonde sur le droit colombien. ». Ce à quoi il ajoute « Je vous accueille aussi comme le chef de l'État qui a fait le choix de la paix pour son pays. Vous avez décidé courageusement de lancer des négociations avec les FARC et vous travaillez avec courage, avec obstination, à leur aboutissement. ». C'est un exemple parmi d'autres qui est significatif quant à sa

¹² Voir correspondances et interview en annexe

volonté de mettre en parallèle les valeurs républicaines françaises et latino-américaines. C'est ainsi qu'il cherche à démontrer une évidence de partenariat, qui serait justifiée par le côté idéologique, en opposition avec les Etats-Unis. La France cherche donc à s'émanciper de l'hégémonie de la Politique Etrangère américaine en s'affirmant en tant que puissance idéologique collaborative forte. Il ne manque pas une occasion de rappeler à quel point dans l'Histoire, la France a été un refuge pour l'Amérique Latine dans «les années sombres des dictatures (de droite) ». Cela montre clairement son positionnement idéologique et sa volonté de l'affirmer dans cette reprise des relations.

Enfin, c'est afin de justifier sa volonté de partenariat culturel bilatéral qu'il utilise son idéologie socialiste. C'est dans son discours pour les 60 ans de l'Amérique Latine qu'il rappelle que le Parti Socialiste a toujours choisi la MAL comme lieu de célébration de ses victoires électorales, non pas pour sa praticité géographique mais bien pour ce qu'elle représente : un lieu de « culture » et « d'émancipation ».

Le mandat de François Hollande fut fortement marqué par la COP21, que son ministre des Relations Internationales Laurent Fabius a présidé en décembre 2015 à Paris. François Hollande, à travers ses discours en général et particulièrement en Amérique Latine démontre une volonté d'inclure le continent dans la lutte commune pour le bien commun « le climat ». De nombreuses visites ont été effectuées lors de son mandat, et notamment à Lima, au Pérou, où a eu lieu la COP20, qui faisait l'état des lieux de la situation diplomatique afin de préparer la COP21 un an plus tard à Paris. Lors de ses discours, François Hollande mentionne à plusieurs reprises fois l'environnement, son engagement pour le climat et ne manque pas à la tâche de remercier le Président Péruvien et son ministre de l'environnement à qui il a décidé de remettre la Légion d'Honneur. Cette décision n'est pas innocente et témoigne de l'intérêt que le Président manifeste à l'égard des initiatives prises pour la défense du climat, et il ne manquera pas de le mentionner dans son discours lors de sa visite à l'Alliance Française de Lima en 2016¹³. Il qualifie la réussite de la COP21 comme étant une étroite collaboration franco-péruvienne mais également comme une :

« réussite historique [...]. Historique parce qu'il y a eu un consensus, historique parce qu'il y a eu des engagements, historique parce que désormais plus aucune personne, plus aucun pays, plus aucun gouvernement ne pourra se détacher de ce qui a été fait. ».

On perçoit ici son optimisme quant à l'engagement des Etats, dans l'euphorie de l'accord nouveau, atteignant ses objectifs idéologiques, qui pourtant s'avèrera être controversé lors de la sortie des Etats-Unis de l'accord un an plus tard.

Au travers de ses différents discours, la culture apparaît comme l'orientation vers laquelle la politique conduite par François Hollande souhaite se diriger. Il n'est donc pas étonnant de retrouver de nombreuses allusions aux domaines culturel et éducatif. Cette idée de culture comme vecteur de diplomatie est également présente dans ses discours bilatéraux et éloignés pouvant souligner d'autant plus une réelle conviction pour cette dernière :

« Promouvoir la culture française, la langue française et également les valeurs de notre République. [...] La langue française, la culture française, s'enrichissent toujours des autres langues et des autres cultures. »¹⁴

« Nous avons aussi le même attachement à la culture »¹⁵

« Nous avons voulu aussi qu'un mois de la culture française puisse être organisé cette année à Cuba »¹⁶

Le dialogue diplomatique, basé sur un axe culturel, a pu être suivi en parti par une coopération aussi bien culturelle qu'universitaire dont le président Hollande a eu recours à maintes reprises dans ses discours. Il fait ainsi référence au rang mondial pour l'accueil des étudiants latino-américains en étant 3^{ème}. La France « accueille 40% d'étudiants venant d'Amérique Latine » et « 140 000 élèves, partout en Amérique Latine, parlent le français. De nombreux instituts culturels et centres culturels développent aussi les arts

¹³ Voir discours en annexe

¹⁴ Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-péruviennes, à Lima le 23 février 2016.

¹⁵ Discours de M. François Hollande, président de la République Paris, 26 janvier 2015 à l'occasion de la venue du président colombien Juan Manuel Santos

¹⁶ Discours de François Hollande au dîner officiel à Cuba 2 février 2016

plastiques, le cinéma. ». On ne peut critiquer l'utilisation de ses chiffres pour défendre sa volonté d'accroître ses échanges car les statistiques lui donnent raison avec une augmentation de 15% en 5 ans du nombre d'échanges d'étudiants (21 000 en 2017)¹⁷. Sur le plan culturel, plusieurs événements ont mis en lumière la place essentielle de l'Amérique latine et des Caraïbes pour la France. Effectivement, si l'on se réfère aux différents textes, plusieurs d'entre eux ont été prononcés dans un cadre plus ou moins loin liés à la culture comme celui prononcé à l'occasion des 70 ans de la Maison de l'Amérique latine en 2016. Excepté ce discours, deux autres ont été prononcés dans le cadre d'événements créés sous son mandat tel que celui de la réception offerte à l'occasion de la semaine de l'Amérique latine en 2016. On peut citer sa déclaration conjointe avec Mme Cristina Fernandez de Kirchner, présidente de l'Argentine, le 19 mars 2014 à l'occasion du Salon du livre où l'Argentine était mise à l'honneur. Ce salon était, selon le président français, dédié « à la culture argentine et à l'amitié entre nos deux pays »¹⁸

En s'appuyant sur une analyse statistique de son discours comme précédemment dans cet article, on peut relever que les références à l'éducation dans les discours est prépondérante avec 54 utilisations de terme relevant de ce champ de référence tout comme la culture avec 24 utilisations. De ces données, l'axe prioritaire souhaité au début de mandat se distingue. On peut le reconnaître en voyant l'organisation de ses discours. Si l'on en croit les données, il apparaît que ses références aux termes relatifs à l'éducation ou la culture sont prédominantes dans les débuts de son discours pour laisser peu à peu la place aux idées concernant le commerce ou l'économie.

Par conséquent, on peut relativiser avec la place prise par la finance et le commerce, avec respectivement 43 et 23 utilisations de mot étant compris dans leurs univers de référence.¹⁹ La place des sujets économiques a, elle aussi, une place prédominante dans les relations franco-latines. Nous serions alors tentés de penser que l'économie éclipsait la culture mais cela serait nier l'histoire des relations franco-latines depuis Mitterrand où seul le prisme économique était abordé dans les relations diplomatiques aussi bien multilatérales que bilatérales.

Une continuité avec ses prédécesseurs induite par ses discours :

Quelle place est réservée à l'économie dans le discours de François Hollande ? Il déclamaient « Mon véritable adversaire, c'est le monde de la finance ». François Hollande tout au long de son quinquennat verra sa politique étrangère se concentrer sur ce que Laurent Fabius qualifie de « diplomatie économique ».

La conjoncture économique l'exigeant, il faut dans un contexte de sortie lente de crise rééquilibrer la balance commerciale française. Il faut donc bien avoir en tête que toutes les actions diplomatiques menées ou imaginées se retrouvent totalement opprimées à travers le prisme économique qui réclame des résultats économiques. Hollande devra donc se contraindre à continuer la politique économique amorcée par Jacques Chirac, et institutionnalisée par la naissance du concept de « partenaires privilégiés » par Nicolas Sarkozy.

Ce phénomène aura une répercussion sur l'organisation même des institutions et la répartition des compétences, en effet c'est sous la présidence de François Hollande que le Ministère des Affaires Étrangères se rapproche considérablement du Ministère de Commerce extérieur dans un seul objectif commun la recherche de marchés pour les entreprises françaises. Comme Gaspard Estrada directeur Exécutif de l'OPALC nous le faisait remarquer c'est aussi sous le mandat Hollande que la nature du travail diplomatique a connu un véritable bouleversement, il est désormais clairement demandé aux diplomates et ambassadeurs français de garantir un accompagnement sans faille pour les entreprises françaises. Et ce processus ira encore plus loin, puisque en 2014 le commerce extérieur et le tourisme deviennent des compétences du Ministre des Affaires étrangères. Le Quay d'Orsay autrefois dépendant du Ministère de l'économie connaît une mutation significative, qui se traduira par la nouvelle dénomination : « Ministère des Affaires étrangères et du développement international. ».

¹⁷ D'après le site du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères : Diplomatie.gouv.fr

¹⁸ Déclaration conjointe de M. François Hollande, Président de la République, et Mme Cristina Fernandez de Kirchner, présidente de la Nation argentine, sur les relations entre la France et l'Argentine, à Paris le 19 mars 2014

¹⁹ Les univers de référence représentent le contexte. Ils regroupent, dans des classes d'équivalents, les notions développées dans le texte analysé.

Ainsi les nombreuses visites d'Hollande en Amérique Latine et ses discours sont aussi à analyser à travers le prisme de la conquête économique. Si dans ses discours il existe un réel fond humaniste, socialiste qui prône la défense de valeur chère à la République Française, celles-ci sont toujours comme des arguments d'autorité pour justifier l'implantation des entreprises françaises sur un continent partageant les mêmes valeurs. On retrouve ici les vestiges des discours de De Gaulle en Amérique Latine, qui à l'instar de François Hollande vantait les valeurs communes dans un but politique et plus dérisoirement économique. Les discours de Hollande constituent donc la porte d'entrée à la négociation de nouveaux marchés, les objectifs sont annoncés clairement les missions diplomatiques doivent « renforcer la présence française en Amérique Latine ». Hollande sera surnommée le «VRP (voyageur, représentant et placier)», il est perçu comme étant le meilleur représentant des entreprises françaises à l'étranger, il évolue dans un terrain fertile, puisqu'on observe une transition politique sur le continent droite les « populismes de gauche » sont à bout de souffle et la droite libérale favorables aux échanges économique connaît ses premières victoires. C'est le cas notamment en Argentine troisième puissance du continent où la présidente sortante C. Kirchner laisse sa place à Mauricio Macri qui se présente comme favorable à une ouverture économique accrue du pays, ce phénomène grandissant envoie un signal fort : l'Union Européenne (l'UE) voit d'un bon oeil cet avènement libéral propice à des négociations commerciales avec le Mercosur. Pour le gouvernement Hollande c'est aussi une bonne nouvelle, il faut dorénavant légitimer la France comme véritable acteur économique majeur, elle qui a toujours joui d'un statut de puissance culturelle sur ce continent depuis De Gaulle, l'objectif est clair il faut aller à la course aux contrats, il y'a de véritable opportunité pour les industriels français. On observe par exemple que les mots liés à l'entreprise apparaissent une trentaine de fois environ, alors que notre analyse ne se base uniquement que si huit discours. Il y a également une harmonie dans la construction des discours : la partie économique se trouve toujours en deuxième partie, étant toujours premièrement justifiée par les relations culturelles et idéologiques entre la France et l'Amérique Latine.

Pour ce faire tous les moyens que l'on juge bons sont mis en place : en février 2016 en déplacement en Argentine, le président François Hollande en personne annonce que « France 24 pourra désormais diffuser en espagnol ».

Comment ses voyages se traduisent-ils concrètement en chiffres ? D'après les chiffres les échanges commerciaux ont connu une hausse de 29% en 2015 au regard de 2014, le montant estimé est de 680 millions d'euros. Les visites et discours se doivent d'institutionnaliser, pérenniser, rassurer et dans l'idéal glaner encore et toujours des opportunités pour les entrepreneurs français. Ce phénomène s'illustre notamment lors de la visite d'État d'Hollande au Mexique où ce dernier lors du forum économique franco-mexicain a prononcé :

« La France n'est que le neuvième investisseur au Mexique alors qu'elle est le premier ami du Mexique. Il y a là une différence qu'il nous convient de combler ».

Existe-t-il un meilleur exemple permettant de démontrer à la fois la stratégie de mise en exergue d'un sentiment d'appartenance commune (amorcé par le Général de Gaulle), dans un but clairement d'ambitions économiques. Toutefois, malgré cet engagement personnel de Hollande, la place des échanges commerciaux est à relativiser puisque les échanges commerciaux entre la France et l'Amérique Latine reste faible. (2% soit 22 milliards d'euros en 2013).

Les relations diplomatiques ont mué. On cherche dorénavant à faire fructifier l'amitié entretenue depuis plus d'un demi siècle sur ce continent. François Hollande, socialiste, apparaît au sortir de son exercice Présidentiel comme ayant accepté politiquement et diplomatiquement la mondialisation. La portée des discours d'Hollande montre que le pragmatisme économique l'emporte face à l'idéologie socialiste

Dès lors, cette certaine forme de continuité héritée des présidences pourrait ainsi d'autant plus expliquer un désintérêt parfois marqué sous le mandat du Président Hollande pourrait apparaître. Ce désintérêt pouvant se traduire par certaines erreurs diplomatiques dû à ce manque de considération et mettant en exergue l'idée de normalisation diplomatique, centré sur le commerce et l'économie, mais aussi l'absence d'une politique étrangère globale au sujet de l'Amérique Latine. On a ainsi eu des débuts difficiles avec faux pas diplomatique.

En mars 2013, l'annonce du décès du président vénézuélien Hugo Chavez apparaît comme une

nouvelle secouant tout le monde latino-américain et ses obsèques comme un important déplacements diplomatiques pour les chefs d'Etat et de gouvernement, en particulier pour la France dû aux relations franco-latines. Or, la France a brillé par l'absence de représentants politiques français de très grande importance. C'est le ministre des Outre-mer, Victorin Lurel, qui représentait le gouvernement français car ni le Président, ni le Premier ministre ou le Ministre des Affaires étrangères n'ont assisté à la cérémonie.

Cela a été perçu pour beaucoup de vénézuéliens et dirigeants régionaux comme un manque de respect et renforcé par les propos du ministre de l'Outre-Mer présent qui a ainsi estimé que "Le monde gagnerait à avoir des dictateurs comme Chavez". L'incident aurait pu en rester là grâce à une simple déclaration ou communiqué afin de s'excuser de l'absence française, mais il n'en a rien été. Le gouvernement français n'a jamais présenté d'excuses et aucun discours n'y fait référence. Dans la même année, l'interdiction faite à l'avion du président bolivien Evo Morales, le 3 juillet 2013, de retour de Russie, de traverser l'espace aérien français à cause de l'hypothèse selon laquelle il transportait aussi Edward Snowden a certainement encore davantage terni les relations politiques franco-latine.

Ces « erreurs » ont occulté le voyage de Laurent Fabius en Colombie, au Panama et au Pérou en février 2013, censé lancer un nouveau partenariat avec l'Amérique latine. En outre, on a la limite de ses rapports normalisés avec les gouvernants latino-américain avec l'absence d'une politique diplomatique clairement défini envers ce continent et ses représentants.

Conclusion :

Nous avons donc vu que François Hollande a cherché à se démarquer de ses prédécesseurs lors de sa prise de discours, qu'elle soit formelle ou traduite à travers ses actes et discours informels. Il y a une réelle volonté de montrer à Amérique Latine que la France est son plus grand allié pour se distinguer des Etats-Unis, très présents dans la région. Dans ses discours, la place de la culture et du rayonnement français occupe une place très prédominante et pompeuse, traduisant un but idéologique de rayonnement à la française et de coopération socialiste avec ces pays. Toutefois, nous avons également vu que tout comme ses prédécesseurs, la France ne peut échapper au pragmatisme économique. Le discours économique est d'autant plus présent, comme l'était dans le discours des autres Présidents et est justifié par cette alliance "idéologique" et "culturelle", toujours présente dans la première partie de ses discours. François Hollande, bien qu'il paraisse personnellement attaché à cette région, tente tant bien que mal, via le discours, de justifier ce pragmatisme au profit de sa volonté purement socialiste et culturelle.

Annexe :

- Lettre à François Hollande : page 17
- Mails envoyés : page 19
- Corpus de texte composés des discours de F. Hollande : page 20
- Entretien SciencesPo Poitiers 23 novembre avec Alexandre Godin : page 41
- Bibliographie : page 44

Lettre à François Hollande (sans réponse):

Bonjour,

Nous sommes trois étudiants de deuxième année à Sciences Po Paris, sur le campus de Poitiers spécialisé sur l'aire géographique de l'Amérique latine. Ce qui entraîne une vision et une analyse dont la dimension est bien entendue plus centrée sur cette région du monde. Pour cette raison, nous sommes attelées à la réalisation d'un travail de recherche sur un sujet vous concernant en tant que protagoniste principal en relation avec cette région du monde : « Les discours de François Hollande sur l'Amérique Latine ». Cette recherche se fait dans le cadre d'un cours totalement nouveau centré sur la Politique étrangère française orienté sur les relations avec l'Amérique latine, mettant en avant la recherche ainsi que notre esprit d'initiatives. De plus, ce cours se déroule dans le cadre d'un partenariat avec l'OPALC, Observatoire Politique de l'Amérique Latine et des Caraïbes, qui publiera certaines de nos recherches.

C'est ainsi que nous décidons de tenter notre chance et de vous envoyer ce courrier. Ce travail sur vos discours en lien avec l'Amérique latine n'ayant jamais été effectué, il s'agit d'un travail original et donc beaucoup d'obstacles et de travail de recherche ont dû être nécessaires pour déboucher à des résultats. Par conséquent, après nombres de recherches ainsi que d'analyses, certaines zones d'ombres persistent encore dans notre perception globale, c'est pour cela que nous nous en remettons à votre parole afin d'approfondir notre réflexion en tant que premier concerné par notre sujet.

En effet, nous souhaiterions connaître votre rapport personnel mais aussi politique avec l'Amérique Latine, d'après nos recherches vous avez eu la charge d'assainir les comptes de la Maison de l'Amérique Latine. Ainsi, cette charge qui était l'une de vos premières à la Cour des Comptes cela a-t-il eu des répercussions sur cette vision de cette partie du monde ?

Au moment de votre élection en tant que Président de la République, les liens qui unissent la France à la région latino-américaine apparaissent plutôt friables après une politique étrangère où l'Amérique Latine est totalement absente au profit d'autres aires géographiques tel que l'Asie ou encore le Proche-Orient sous votre prédécesseur. Après cette ère de vide en matière de politique étrangère en Amérique Latine, pour quelles raisons, l'Amérique Latine apparaît, à la vue de votre politique, comme un enjeu majeur de votre politique étrangère ? Pour appuyer nos propos, nous pensons, par exemple, à la création de la semaine de l'Amérique latine et des Caraïbes au cours de votre présidence ou encore de votre visite historique à Cuba en 2015 en tant que 1^{er} chef d'Etat occidental à vous y être rendu depuis le regel des relations entre Cuba et les États-Unis, est-ce une initiative personnelle s'inscrivant dans cette idée de promouvoir cette politique de resserrement de ces liens ou bien dans un projet de politique plus global ?

Pour continuer dans cette idée de lien profond avec cette région, on vous prête la comparaison avec le général De Gaulle pour vos nombreux voyages en Amérique Latine, quels étaient pour vous les enjeux et les ambitions de ses voyages présidentielles ? Votre démarche diplomatique était-elle plutôt axée sur les relations économiques privilégiées avec ces pays, ou était-ce plutôt l'aspect culturel qui était le motif de ces voyages ? Beaucoup d'observateurs politiques vous prêtent l'idée selon laquelle les relations que vous avez renouées avec les pays d'Amérique Latine, avec Cuba en tête de file, sous votre mandat avaient pour démarche d'établir un projet de diplomatie axée sur l'idée d'un « soft power » français. Était-ce réellement le cas ou bien cela s'inscrit-il dans un projet plus global de coopération ?

Récemment, dans une interview accordée au média Konbini, vous déclarez votre amour pour les discours, en insistant sur la différence du discours lorsque vous occupiez la plus haute fonction que l'on puisse atteindre et ceux que vous pouvez, maintenant, être amené à faire aujourd'hui. Ainsi, quelle place accordez-vous au discours, et plus particulièrement à l'éloquence comme moyen de faire passer votre message, vos idées, ainsi que votre vision politique ?

Dans la même veine que la question précédente, dans quelle estimez-vous l'importance, lors de vos voyages ou bien vos discours, de vos actions et de vos gestes ? Sont-ils une part importante lors de la construction de vos discours ?

Au travers de cette question, une autre nous apparaît pertinente, celle de savoir dans quel esprit élaborez-vous vos discours adressés à l'Amérique Latine ou à ses représentants afin de faire passer le message voulu ainsi que votre vision de ce que devait-être les relations avec eux ?

Enfin, dans un souci de mise en perspective, comment percevez-vous la discontinuité flagrante de la diplomatie d'Emmanuel Macron sur le continent Sud-américain ? Pour le moment aucun voyage, de simples déclarations sur la crise au Venezuela sans prise de position concrète ou encore quelques

rencontres formelles avec plusieurs chefs d'Etats latino-américains sans véritable impact politique et diplomatique.

Cordialement,

PS : Pour une plus grande facilité et rapidité il nous est possible de recevoir une réponse par mail, par téléphone, ou n'importe quels moyens qui vous semble opportun.

Mails envoyés :

Destinataire : Jean-Pierre Bel

Objet : Recherche sur les Discours de François Hollande vis à vis de l'Amérique Latine

Bonjour Monsieur,

Nous sommes trois étudiants de deuxième année à SciencesPo, sur le campus de Poitiers où nous étudions plus spécifiquement les relations entre l'Europe et l'Amérique Latine.

Nous avons la chance cette année d'avoir un cours, dispensé par Kevin Parthenay, intitulé "Politique étrangère française en Amérique Latine".

Il nous a été assignée la tâche de réaliser des recherches concernant plus spécifiquement les discours de François Hollande vis à vis de l'Amérique Latine.

Nous nous permettons de vous contacter aujourd'hui, en votre qualité d'envoyé personnel pour l'Amérique Latine et les Caraïbes sous le quinquennat Hollande. Dans le cas de notre étude nous avons quelques questions précises car après de nombreuses recherches car certaines zones d'ombres persistent.

Tout d'abord nous souhaiterions connaître la réelle raison de votre nomination, qui est un acte tout à fait innovant. Nous voyons cela comme un réel intérêt démontré par François Hollande pour l'Amérique Latine. Confirmez-vous cette hypothèse ?

Les relations de la France avec l'Amérique Latine ne peuvent pas se résumer uniquement à des relations commerciales car les relations culturelles occupent également une grande place dans les discours et les actions du Président. Pourquoi a-t-il, selon vous, voulu favoriser les échanges avec cette zone du monde en particulier, plus que ne l'ont fait ses prédécesseurs ?

En quoi pensez-vous qu'il se distingue de ses prédécesseurs ?

En espérant que vous trouverez quelques minutes pour nous répondre.

Vous pouvez nous joindre par retour à ce courriel ou bien par téléphone au 0646032856

Veuillez recevoir, monsieur, l'expression de nos sentiments respectueux.

Nous nous tenons à votre disposition,

Célia CHENIN, Antoine GONZALEZ et Tommy VERDIER.

Corpus de texte :

Discours du président de la République François HOLLANDE à l'occasion de l'anniversaire de la Maison de l'Amérique latine, Paris, le 21 novembre 2014

Monsieur le Président, cher Alain ROUQUIE,

Mesdames et Messieurs les parlementaires, les ambassadrices et ambassadeurs,

Nous sommes très émus de revenir ici à la Maison d'Amérique latine, beaucoup de souvenirs me reviennent quand j'ai franchi les premières marches de la Maison - souvenirs liés, j'y reviendrai, à une intervention que j'avais pu faire au nom de François MITTERRAND il y a maintenant bien longtemps. Souvenirs aussi de réunions multiples qui ont pu ici se tenir, souvenirs également d'expositions magnifiques.

Vous avez bien voulu rappeler, Monsieur le président, quelle était l'histoire de cette Maison. Une histoire qui trouve sa source dans la résistance puis dans la libération puisqu'à ce moment-là il y a une idée qui surgit au moment même où la France se reconstruit c'est qu'il pouvait y avoir, ici à Paris, une Maison de l'Amérique latine. Il y faut d'abord de la persuasion, convaincre le Président de la République, des pionniers s'annoncent, ils sont prestigieux : Etienne DENNERY qui était l'ancien directeur des services de presse de la France libre, pour accéder au général de GAULLE il avait ses entrées ; Louis PASTEUR VALLERY-RADOT, président du Comité médical de la Résistance ; Robert de BILLY, aviateur, résistant lui-même que j'ai bien connu lorsqu'il était président de la Maison de l'Amérique latine ; Paul RIVET, fondateur du Musée de l'Homme et qui avait été un résistant de la première heure ; Puis, il fallait bien qu'il y ait un Latino-américain et ce fut l'ancien ambassadeur du Brésil à Paris, Luis MARTINS de SOUSA, lui-même qui s'était illustré pour avoir sauvé des Juifs pendant l'Occupation qui donna là-encore une impulsion au projet.

Quelle était la vision qui les animait et qui était celle d'hommes et de femmes qui voulaient que la Maison de l'Amérique latine puisse porter des valeurs -celles que vous avez rappelées- et qui pouvait unir la France et l'Amérique latine ? D'ailleurs, ces principes valent encore aujourd'hui le respect de l'indépendance, la volonté de ne pas céder aux hégémonies culturelles, économiques, politiques, ne pas tomber dans les divisions de la scène internationale et affirmer une conception de la justice et de la solidarité.

Le général de GAULLE, plus tard, fut fidèle à l'esprit de cette Maison de l'Amérique latine et lorsqu'il entreprit ce grand voyage -que je rappelle souvent- un mois, je me pose toujours cette question : un mois, est-ce qu'aujourd'hui ce serait possible pour le Président de la République ? Lui, le général avait considéré qu'il fallait qu'il puisse visiter plusieurs pays, pas un groupe de pays mais au moins une dizaine de pays, 10 qu'il faut visiter. L'Histoire si elle veut être précise doit rappeler que le général de GAULLE était souffrant tout au long de ce voyage et qu'il a véritablement subi un calvaire mais qu'il considérait qu'il devait aller jusqu'au bout non pas de sa tâche, elle n'était pas en cause, mais de son intention d'aller visiter l'Amérique latine pour porter le message.

Ce message était celui d'une coopération de haut niveau entre la France et l'Amérique latine, coopération économique, culturelle, universitaire, scientifique. Il ne s'agissait pas simplement de faire de la politique, il s'agissait de faire comprendre que l'Amérique latine pouvait d'une certaine façon prendre ses distances non pas géographiques mais politiques à l'égard des Etats-Unis d'Amérique. Le général de GAULLE ne voulait pas d'une confrontation, il ne voulait pas peser sur les choix des pays mais il voulait montrer qu'il y avait une possibilité, une liberté qui était donnée aux pays d'Amérique latine pour décider de leur destin.

En 1965, c'est-à-dire un an après cette visite historique du général de GAULLE en Amérique latine, la Maison fut installée dans les lieux actuels que nous connaissons, 217 boulevard Saint-Germain. C'était une circonstance qui a fait que cette Maison fut implantée ici, en tout cas pu être affectée ici car jusqu'à présent c'était le siège de la Banque d'Algérie qui dépendait elle-même de la Banque de France, ce qui explique que la Maison de l'Amérique latine est toujours sous la dépendance de la Banque de France. Ce qui à la fois la protège mais en même temps lui crée des devoirs de locataire car il faut bien payer à la Banque de France. Mais c'est là que cette Maison installée ici a pris tout son caractère, toute sa dimension, toute son influence d'autant que durant cette période les années noires des dictatures, des guérillas qui s'abattaient sur le continent faisaient que la Maison de l'Amérique latine était un refuge.

C'était une période de violence pour l'Amérique latine, GARCIA MARQUEZ l'a tellement brillamment décrit mais avec des mots si tragiques dans le magnifique discours lorsqu'il reçut le prix Nobel en 1982. Et c'est dans cette période que de grands artistes purent retrouver confiance mais aussi soutien, solidarité et

qu'il y ait eu là des exilés qui purent retrouver une seconde patrie. Parce que selon le mot de Carlos FUENTES « l'ultime patrie d'un Latino-américain c'est la France ». Quel honneur il nous fait en parlant ainsi, en prononçant ces mots. Il est vrai que lorsqu'un Latino-américain ne sait plus où aller, lorsqu'il est chassé -lorsque ce fut le cas- il se tourne vers la France. C'est ainsi que pendant toutes ces années il y eut une mobilisation exceptionnelle ici dans cette Maison, des conférences, des colloques, des soutiens, des mobilisations. Quand les dictatures prirent fin en Argentine, au Brésil, au Chili c'est toujours à la Maison de l'Amérique latine que fut célébrée la liberté retrouvée.

Les années 80 furent celles d'un nouvel élan entre la France et l'Amérique latine. François MITTERRAND dans un célèbre discours qu'il prononça à Cancun le 20 octobre 1981 envoya son salut, le salut de la France aux humiliés, aux immigrés, aux exilés sur leurs propres terres, à celles et ceux que l'on bâillonne, que l'on persécute, que l'on torture et qui veulent vivre et vivre libres. Et c'est précisément dans cette année 81, 82 que la Maison de l'Amérique latine connut une crise financière grave. La Banque de France ne pouvait pas se porter à son secours et donc comme souvent les dirigeants de la Maison de l'Amérique latine de cette époque, je pense à monsieur de BILLY, se tournèrent vers l'État et donc vers la présidence de la République. C'est ainsi que je fus appelé -parce que jeune auditeur à la Cour des Comptes- à faire un audit, une vérification mais aussi des propositions pour que la Maison de l'Amérique latine puisse retrouver sa vitalité et surtout sa sécurité financière. C'est ainsi qu'un plan - je n'ose pas lui donner mon nom, cela ne donnerait pas forcément une réputation - mais c'est ainsi qu'un plan de redressement fut établi et que la Maison de l'Amérique latine fut ainsi refondée et de nouveau inaugurée en 1985. Son parcours, et je veux ici souligner tout le travail qui a été mené par les présidents successifs, est exemplaire : des concerts, des publications, des colloques, des expositions. En ce moment « L'atelier tropical » de Jean-Baptiste DEBRET, celui-là même que j'ai retrouvé à Rio lors des Jeux olympiques l'été dernier.

Mais la Maison de l'Amérique latine est bien plus qu'un lieu culturel, c'est un lieu de diplomatie intellectuelle, personnelle, c'est là que l'on peut venir se retrouver hors les contraintes étatiques, même pour les ambassadeurs, c'est là qu'il peut y avoir l'élaboration de nouvelles politiques, la réflexion sur de nouvelles alliances, bref, un lieu qui vit. Et ce fut aussi et c'est encore un lieu culturel inouï, quand je pense que BORGES put faire connaître son œuvre ici, que CORTAZAR qui lui-même avait fait de la France sa seconde patrie a eu pour cette Maison également une certaine sympathie. Je pourrais en citer tant d'autres, Pablo NERUDA qui y fut associé à un moment à la direction de la Maison de l'Amérique latine. Bref, c'est un ensemble de noms illustres, prestigieux, je pourrais citer des auteurs français autant que des auteurs latino-américains.

J'ai donc voulu à partir de 2012 que la France puisse être dans une relation encore plus active avec l'Amérique latine, j'y ai effectué moi-même 10 déplacements mais en plusieurs fois. Dans la région, j'ai reçu à Paris toutes les dirigeantes et tous les dirigeants et je veux ici saluer les ambassadeurs qui les représentent. J'ai à chaque fois perçu l'immense attente à l'égard de la France et je me suis posé cette question : pourquoi autant d'admiration pour notre pays, autant d'espérance pour ce qu'il peut apporter ? Ce n'est pas simplement pour des questions économiques même si nos entreprises ont depuis plusieurs années, et je les en remercie, augmenté considérablement leurs investissements en Amérique latine. Ce n'est pas simplement pour des relations politiques même si elles sont ici fructueuses entre la France et l'Amérique latine. Non, c'est aussi parce que nous avons à partager un certain nombre de valeurs, d'expériences et de politiques.

La France a beaucoup à apprendre de l'Amérique latine, des sociétés diverses, métissées qui ont été capables de définir un vivre-ensemble ; beaucoup à apprendre des méthodes de commerce équitable qui sont venues de l'Amérique latine ; beaucoup à comprendre de ce que peuvent être les énergies renouvelables ; beaucoup à interpréter de ce que peut être la diversité culturelle et puis des combats qui ont pu être menés. Puisque je parle de combat il y en a eu un qui a été particulièrement fructueux, c'est celui qui a abouti à l'accord de Paris. L'accord de Paris devrait être appelé d'ailleurs l'accord Lima-Paris parce que c'est le Pérou qui a accueilli la COP 20, celle qui précède la 21, et qui a donné l'impulsion nécessaire, permis déjà les premiers consensus et nous a ouvert la voie pour la réussite de la COP 21 à Paris. Nous avons voulu aussi que nous puissions avoir avec l'Amérique latine une volonté de traduire vite nos engagements en termes d'énergies renouvelables, en termes d'efficacité énergétique, de préservation de la ressource forestière, du travail que nous pouvons mener avec une agriculture de qualité préservant les ressources en eau. Nous avons montré là encore que nous avons un combat commun.

Puis, la France est d'autant plus liée à l'Amérique latine qu'elle est finalement un pays d'Amérique latine et des Caraïbes avec la Guyane, avec les Antilles nous sommes dans l'Amérique latine, nous sommes dans les Caraïbes, et nous devons faire en sorte que nos collectivités d'Outre-mer - et j'en salue les élus - puissent jouer un rôle important dans la coopération avec l'Amérique latine et notamment sur des sujets qui peuvent être la francophonie, l'enseignement supérieur, le développement économique mais aussi la lutte contre les trafics, la sécurité transfrontalière, la promotion de l'intégration régionale. Il y a également tout ce qui se fait en dehors de nos États à travers la coopération décentralisée et ici plusieurs ont porté ce thème parce qu'avec la semaine de l'Amérique latine il y a eu une volonté de rapprocher non seulement les élus mais les collectivités pour porter ensemble des projets dans tous les domaines, transport, patrimoine, tourisme, santé, agriculture, éducation. C'est vrai que c'est le Sénat qui a été sous l'autorité de Jean-Pierre BEL avec des sénateurs qui ont été particulièrement actifs et que je félicite à l'initiative de ces projets et de cette semaine. Nous avons aussi une conception commune de la culture : notre réseau culturel en Amérique latine c'est 200 alliances françaises qui portent nos valeurs et je me plais à dire que la langue française est la deuxième langue étrangère d'Amérique latine avec près d'un million de locuteurs. C'est trop peu mais en fait il y en a davantage, beaucoup de Latino-américains ne se déclarent pas parlant le français mais le pratiquent assez convenablement.

Nous avons aussi des combats communs, je le disais, pour la paix, je veux ici puisque l'occasion m'en est donnée dire tout l'appui de la France, Monsieur l'Ambassadeur, au processus de paix en Colombie. Il n'est pas altéré par le résultat du référendum. Ce processus s'est même rehaussé par le prix Nobel qui a été attribué et le président SANTOS a tout notre appui, tout notre soutien pour qu'il aille jusqu'au bout de cette négociation qui a été menée et qui s'est traduite par un accord avec les FARC pour faire cesser cette guérilla qui a fait tant de morts, des centaines de milliers depuis 50 ans. Nous sommes donc solidaires, le mot est trop faible, nous sommes mobilisés pour que cette paix recherchée puisse être enfin la paix en Colombie.

De la même manière- puisque là aussi l'actualité arrive avec son lot de catastrophes - une fois encore c'est Haïti qui est frappé comme s'il y avait des pays qui devaient à chaque fois supporter la désolation du monde, comme si c'était le tribut qu'ils devaient acquitter à chaque fois qu'il y a un malheur. Haïti nous devons là aussi, la France, montrer une solidarité exemplaire. Nous avons dépêché un certain nombre de moyens de la sécurité civile des tonnes de matériels et faire en sorte que nous puissions avec des moyens des Nations Unies éviter la prolifération et la propagation de certaines maladies et je pense notamment au choléra.

Nous avons aussi eu ces dernières années à apporter notre soutien à l'ouverture de Cuba. Je m'étais moi-même rendu à Cuba, j'étais même le premier chef d'État occidental à le faire - maintenant c'est devenu une habitude et j'en suis très heureux mais à l'époque cela suscitait encore quelques commentaires - et je voulais le faire pour bien montrer que Cuba était dans une volonté affirmée de tourner une page, de s'ouvrir au monde et que Cuba ne pouvait plus supporter cet embargo qui fait tant souffrir le peuple sans avoir aucun intérêt aujourd'hui. Une fois encore nous devons tous souhaiter qu'à l'occasion de ce 70ème anniversaire cette punition à l'égard du peuple cubain puisse enfin être levée.

Nous avons aussi des préoccupations, et je veux vous les faire partager, par rapport à ce qui se passe au Venezuela mais je sais qu'il y aura la mobilisation de tous les pays voisins pour que l'esprit de dialogue puisse l'emporter. De la même manière au Brésil, nous avons suivi les événements et nous avons confiance dans les institutions, la démocratie brésilienne pour qu'il y ait là encore une issue à cette longue crise et que le Brésil, grand pays ami, puisse connaître le développement que nous attendons tous.

Voilà Mesdames et Messieurs ce que je voulais rappeler. La Maison de l'Amérique latine a été le cadre de tant d'espoirs, tant d'attentes à ce point que chaque fois que la gauche française avait à fêter une élection - je ne veux ici parler que du passé et pas dire qu'un rendez-vous est proche, nous verrons bien - mais chaque fois qu'il y avait une victoire à célébrer c'était toujours ici que cela se produisait. Plusieurs explications pouvaient être avancées, la première c'est que le Parti socialiste avait son siège à côté, mais ce n'est pas la bonne. La vraie explication c'est que c'est parce que c'est un lieu de culture, c'est un lieu de fête, c'est un lieu en plus exceptionnel avec des salons remarquables, avec un jardin magnifique et qui donne toujours à rêver et à espérer. C'est la raison pour laquelle la culture est profondément à sa place ici, la culture que nous pouvons admirer au Grand Palais en ce moment pour une grande exposition sur l'art mexicain et nous avons voulu qu'il y ait en 2017 les années croisées France-Colombie. Ici il y a également une exposition magnifique et je sais que de jeunes ou moins jeunes sculpteurs sont prêts à relever tous les défis. Voilà pourquoi il était si important que je puisse venir comme Président de la République saluer

cette Maison, cette Maison de la liberté, cette Maison de la culture, cette Maison de l'émancipation, cette Maison où la France et l'Amérique latine se retrouvent pour communier dans la même espérance.

Je veux reprendre pour terminer un message, c'était celui qu'Yves BONNEFOY qui, hélas disparu cette année, avait écrit pour rendre hommage à la langue espagnole, il disait « les poètes et les écrivains d'Amérique latine n'ont jamais cessé de mettre des grands mots au service de l'Humanité pour la justice sociale, pour la sauvegarde de l'environnement » comme si les mots de l'espérance s'écrivaient en espagnol confirmant ainsi qu'invention poétique et souci de la société c'est la même chose. Et bien oui, voilà ce que représente la Maison de l'Amérique latine, le lieu où les cultures dialoguent, où l'amour des lettres, des idées, des créations est au service de l'amitié entre la France et l'Amérique latine. La Maison est jeune, 70 ans, et elle a une longue vie devant elle et je ne peux que souhaiter que les Présidents de la République successifs viennent régulièrement devant les instances de la Maison de l'Amérique latine pour dire que si vous n'étiez pas là la France n'aurait pas rempli son devoir à l'égard de l'Amérique latine mais surtout l'Amérique latine n'aurait pas cette seconde patrie ici en France

Discours du président de la République à l'issue de sa rencontre avec les chefs d'entreprise d'Amérique latine 28 mai 2014

Monsieur le Président du Sénat,
Mesdames, Messieurs les ministres,
Mesdames, Messieurs les parlementaires,
Mesdames, Messieurs,

Latino-Américains comme Français, vous vous retrouvez ici pour une rencontre assez exceptionnelle - il convient de le dire : une Semaine de l'Amérique latine et des Caraïbes rassemblant, à l'initiative du Président du Sénat, des personnalités de vingt nationalités, dans des domaines très différents.

Des acteurs économiques - j'étais à l'instant avec des chefs d'entreprise latino-américains. Mais également des acteurs politiques, des maires, des gouverneurs, des parlementaires. Il y a également des universitaires, des chercheurs, des artistes, des étudiants. Bref, tout ce qui illustre la relation entre la France et l'Amérique latine et les Caraïbes

Cette initiative prend sa place d'ailleurs dans des commémorations. Je ne parle pas simplement des commémorations qui sont celles que nous allons célébrer dans quelques jours, quelques semaines - centenaire de la Première Guerre mondiale, Débarquement - mais des souvenirs qui nous lient profondément.

Des souvenirs liés aux guerres, c'est vrai, où l'Amérique latine a servi de refuge, aussi à des épreuves, où la France a servi d'accueil pour beaucoup de Latino-Américains.

Je pense également à un souvenir qui revient sans cesse, lorsque je me déplace et voyage en Amérique latine. C'était le déplacement du Général de GAULLE, qui était venu, il y a cinquante ans, faire un voyage qui avait duré trois semaines - vous imaginez ? - et qui avait profondément marqué les esprits. Parce que c'était un moment où l'Amérique latine voulait regarder vers l'Europe et la France et où la France venait dire à l'Amérique latine qu'elle pouvait s'émanciper et qu'elle pouvait être libre et démocratique. Ce qui n'était pas, à l'époque, tout à fait vrai, en tout cas partout.

Mais, aujourd'hui, cinquante ans plus tard, quel chemin a été parcouru par l'Amérique latine.

D'abord, le chemin de la démocratie. Partout, il y a des Présidents, des Gouvernements, qui procèdent du suffrage. Partout, il y a le respect, ou presque, des Droits de l'Homme, des libertés. Et c'est pour l'Amérique latine une formidable réussite.

Et puis, il y a les performances économiques, qui font que beaucoup de ces pays ne sont pas regardés, comme il est dit souvent, comme des émergents, mais comme des acteurs majeurs de la vie économique à l'échelle du monde. Et quand, en plus, il y a un Mexicain, Secrétaire général de l'OCDE, et un Brésilien, Directeur général de l'OMC, nous avons là la régulation du monde de la finance, du monde de l'économie, par l'Amérique latine. C'est dire votre responsabilité.

Mais ce qui nous lie aussi, c'est la culture. Il y a toujours, pour les Français, des auteurs qui restent incomparables. BORGES, Pablo NERUDA, Octavio PAZ, Carlos FUENTES, VARGAS LLOSA, Julio CORTÁZAR, Gabriel García MARQUEZ, dont nous avons, hélas, appris la mort il y a quelques semaines.

Et puis, nous vous en remercions, vous êtes toujours émerveillés par la culture française, par des poètes qui sont venus en Amérique latine pour chercher de nouvelles sources d'inspiration.

LAUTREAMONT, LAFORGUE, SUPERVIELLE. Vous avez su attirer de grands universitaires,

Fernand BRAUDEL, Roger BASTIDE. Et tout cela crée des liens entre nous.

Alors que faire aujourd'hui ? C'est le sens de cette semaine : nous rassembler, nous réunir, imaginer ce que nous pouvons nouer comme partenariat, comme coopération, dans beaucoup de domaines.

Il y a d'abord l'éducation, l'enseignement supérieur, la recherche. Parce que c'est là que nous pouvons bâtir les espérances de beaucoup de nos jeunes dans nos pays respectifs.

Alors, il nous faut accueillir davantage d'étudiants. La France le fait, avec plus de 18 000 jeunes en provenance de l'Amérique latine. La France est le quatrième pays du monde pour leur accueil. Nous souhaitons développer les coopérations en ce sens. Nous avons par exemple, avec le Brésil, soutenu le programme de bourse « Sciences sans frontières » et nous souhaitons faire des partenariats équivalents avec d'autres pays. La France est donc prête, et je sais ici qu'il y a des acteurs qui peuvent donner force à ma parole, à accueillir davantage d'étudiants latino-américains en France.

Nous avons eu aussi l'installation à Paris de la délégation européenne de la prestigieuse Université de Mexico.

Equivalence des diplômes, présence d'universités latino-américaines ici en France, présence d'universités, de grandes écoles françaises en Amérique latine, et multiplication des mobilités étudiantes. Voilà ce que nous pouvons faire.

Nous avons également des coopérations en matière de recherche. Chaque fois que des instituts comme le CNRS et d'autres encore, dans le domaine agricole, dans le domaine spatial, peuvent coopérer, c'est toujours une chance de plus pour nos futurs partenariats industriels.

C'est pourquoi je veux aussi insister sur la francophonie. La France n'est pas propriétaire de sa langue, elle l'a donné en partage au monde entier. Et notamment aux latino-américains.

Je veux saluer la présence des Alliances françaises, des établissements culturels qui contribuent à diffuser la langue française partout dans le monde et notamment en Amérique latine. C'est souvent d'ailleurs dans vos pays que l'Alliance française est la plus présente, que les instituts culturels sont les plus fréquentés, que notre cinéma, notre théâtre, mais aussi nos créations, sont les plus présents et exposés, diffusés. Il en va de même d'ailleurs, pour notre conception de la culture, ou l'exception culturelle n'est pas une exception française. L'exception culturelle, c'est la liberté, la diversité, la pluralité et c'est pourquoi nous sommes toujours heureux d'accueillir des créateurs ici en France.

Nous avons aussi une volonté, c'est qu'il y ait des relations encore plus fortes sur le plan économique.

La France est le premier investisseur européen dans votre région. Et nous avons également augmenté le volume de nos échanges commerciaux. Je pourrais m'en satisfaire mais, quand je regarde la part de marché, la France a 1,5% des échanges avec l'Amérique latine.

1,5%. En matière électorale, cela serait vraiment trop peu. En matière de croissance, cela serait déjà pas mal. Mais là, il s'agit de parts de marché.

Nous avons donc, non pas pris la décision, ce n'est pas à l'Etat qu'il revient de fixer les objectifs, mais nous avons la volonté ensemble de développer les échanges commerciaux entre l'Amérique latine et la France, dans beaucoup de domaines.

J'évoquais la réunion que je tenais à l'instant avec des chefs d'entreprises. Nous avons identifié les secteurs où nous pouvons échanger et investir. L'énergie, l'environnement, tout ce qui prépare la transition énergétique. Les nouvelles technologies, le numérique, la santé, le vivant. Bref, quand on prend ces secteurs, c'est l'économie de demain. Et c'est sur ces secteurs là que nous devons nous développer. Ce qui n'interdit pas de continuer à faire encore davantage sur l'agroalimentaire, sur les transports, sur les industries traditionnelles. Mais c'est sur l'économie de demain que nous devons porter toute notre attention.

Là encore, j'ai souhaité qu'il y ait des investisseurs latino-américains qui viennent prendre des positions en France, à travers des fonds que nous pourrions mutualiser, ouvrir. Que des PME puissent également être accueillies en France. Qu'il puisse y avoir des alliances industrielles. C'est ainsi que nous concevons, nous, les investissements.

Et faire également un effort d'attractivité. La France, et le ministre de l'Economie le rappelait, est un pays qui a été salué comme le deuxième pays d'accueil pour les investissements étrangers.

Parce qu'il faut quand même que l'on en finisse avec des caricatures. C'est en France qu'il y a le plus d'investissements étranger en Europe, avec le Royaume-Uni, plus que l'Allemagne. Pour une fois que nous faisons mieux que les Allemands, je voulais que vous en soyez tous convaincus. Cela tient à notre position géographique sans doute. Parce que venir en France, c'est accéder au marché européen. Cela tient aussi à la capacité qu'a la France de pouvoir favoriser l'implantation d'entreprises au-delà même de la France. En Afrique, au Proche et au Moyen-Orient. Mais cela tient aussi, j'allais dire surtout, à la qualité de nos

territoires, de nos services publics, de nos équipements et au savoir-faire de la main d'œuvre, à la productivité, aux technologies. Donc, vous avez confiance en la France et la France a confiance en vous pour accueillir les investisseurs qui se présenteront. Et je sais aussi qu'il y a une volonté de nos régions d'avoir cette même attitude d'attractivité, d'accompagnement et de réussite Car, je veux terminer ainsi, une semaine latino-américaine en France, c'est la mobilisation de tous : de l'Etat, des assemblées mais également des collectivités locales françaises, des régions. Je recevais ce matin même, le Maire de Mexico, pour témoigner de la vitalité des relations qui existent non seulement entre nos Etats mais également entre nos grandes villes, nos métropoles, nos capitales et, plus largement, nos collectivités Mais rien ne pourra se faire s'il n'y a pas la mobilisation des sociétés. Et c'est ce qu'ici vous représentez.

C'est d'autant plus naturel que la France est un pays d'Amérique latine. Je rappelle que notre plus longue frontière est avec le Brésil, puisque, par la Guyane, nous sommes présents en Amérique latine, nous sommes dans la zone Caraïbes. Et j'ai d'ailleurs voulu que les régions d'Outre-Mer, puissent être pleinement membres de la coopération régionale.

C'est pourquoi, ici, vous êtes chez vous en France et, chaque fois que nous sommes en Amérique latine, nous sommes également vos frères.

Merci.

Discours du Président de la République - Réception offerte à l'occasion de la semaine de l'Amérique latine

Monsieur le Président du Costa Rica, vous nous faites grand honneur de participer aujourd'hui à cette cérémonie à l'occasion de la Semaine de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Je salue aussi les ministres qui sont présents, ministres français et ministres du continent latino-américain et des Caraïbes. Je salue les parlementaires, les ambassadeurs et les nombreuses personnalités qui aiment l'Amérique latine lorsqu'elles sont françaises et aiment la France quand elles sont latino-américaines.

Je vous accueillerai de nouveau demain, Monsieur le Président du Costa Rica, dans le cadre de votre visite bilatérale, avec le Ministre des Affaires étrangères, Laurent FABIUS.

Je me réjouis qu'il y ait cette année, pour cette Semaine de l'Amérique latine et des Caraïbes, davantage de représentants des pays latino-américains et caribéens mais aussi de responsables d'organisations internationales et d'instances multilatérales. Je mets cela sur le compte de la qualité de notre relation mais aussi de votre mobilisation pour la Conférence sur le climat que nous allons accueillir à la fin de l'année. Laurent FABIUS en a la charge et cela doit être une mobilisation de chaque jour.

Je sais aussi qu'il y a de nombreux dirigeants d'entreprises, des scientifiques, des universitaires, des artistes, des écrivains, des personnalités qui ont de multiples talents et qui veulent les mettre en partage entre la France et le continent latino-américain.

Cette Semaine de l'Amérique latine et des Caraïbes est particulièrement impressionnante quand je regarde l'ensemble des activités programmées. Du 26 mai au 7 juin, pas moins de 150 manifestations sont prévues. Des initiatives culturelles de toutes sortes. Je ne peux pas participer à toutes. Je tiens ici à vous en présenter mes excuses. Je n'étais pas au concert de tambours des Caraïbes, pas non plus au Festival du Cinéma colombien et je le regrette. J'aurais voulu être au déjeuner gastronomique péruvien, je n'ai pas pu m'y rendre. J'aurais voulu aussi être dans les rues de Paris pour la balade latino-américaine. Il y a également un colloque sur le Mexique et le Brésil à Marseille, une résidence artistique chilienne à Rennes, des rencontres littéraires autour de l'Argentine à Lyon, de la poésie des Amériques à Toulouse.

Outre les arts, la philosophie, la justice, l'histoire, les sciences exactes, la recherche, l'économie ont été parmi les disciplines qui ont marqué cette semaine.

Notre pays porte un fort intérêt à l'Amérique latine et aux Caraïbes. Un intérêt qui puise loin dans l'histoire entre la France et votre région et qui est renforcé par des échanges nombreux sur les plan économique, universitaire et scientifique – nous y travaillons – mais aussi sur le plan politique – nous le voulons –.

La France veut en effet être un partenaire privilégié de l'Amérique latine et des Caraïbes. Nous nous y sommes pleinement investis.

Pour ma part, je me suis rendu déjà au Brésil et au Mexique. Je rentre d'un voyage dans la Caraïbe à la fois dans les collectivités françaises des Antilles mais aussi à Cuba et en Haïti. J'ai pu organiser avec les dirigeants caribéens un Sommet sur le climat en Martinique, qui a été particulièrement intense, grave. Nous avons lancé un appel, l'appel de Fort-de-France, parce que beaucoup des îles des Caraïbes sont directement menacées par le réchauffement climatique. J'ai également participé à l'inauguration du Mémorial ACTe à Pointe-à-Pitre, en

Guadeloupe, et je sais que les discours qui y ont été prononcés ont eu une grande portée, au-delà même de la zone Caraïbe.

Je recevrai demain le Président du Costa Rica et, dans quelques jours, la Présidente BACHELET du Chili. Je serai présent le 10 juin à Bruxelles pour un Sommet très important entre l'Union européenne et la CELAC, la

Communauté des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes. Nous y aborderons les dossiers d'intérêt commun.

Dossiers commerciaux, dossiers culturels, dossiers énergétiques. La question du climat sera forcément présente.

J'accueillerai le Président mexicain en visite d'Etat le 14 juillet. Nous l'avons voulu parce que c'est un symbole.

Je recevrai les Présidents bolivien et uruguayen à la fin de l'année. J'effectuerai un nouveau déplacement en Amérique latine début 2016.

Pendant ce temps, le Premier ministre, Manuel VALLS, se rendra fin juin en Colombie et en Équateur dont j'ai reçu les Présidents à Paris récemment.

Le Ministre des Affaires étrangères, lui, va partout et est donc toujours en Amérique latine. Quand il ne peut pas se déplacer, ce sont la Ministre de l'Education nationale ou le Secrétaire d'Etat en charge du Commerce extérieur et du Tourisme qui le font.

Je sais aussi que Jean-Pierre BEL – que vous connaissez tous –, qui a été Président du Sénat et qui est aujourd'hui auprès de moi comme Envoyé personnel, est votre Ambassadeur en France, en plus – je ne veux faire de tort à personne – de tous les autres ambassadeurs qui ont été nommés par vos gouvernements.

Notre proximité est due à l'histoire mais également à la géographie. C'est peu connu, y compris de mes compatriotes, la France, à travers ses collectivités des Antilles mais aussi la Guyane, fait partie de l'Amérique.

Nous avons une longue frontière. La plus longue frontière de la France est en effet avec le Brésil et le Suriname.

Je ne dis pas cela pour minimiser la relation forte que nous avons avec nos amis allemands ou espagnols mais c'est ainsi.

Nous voulons aussi que la France fasse pleinement partie du continent latino-américain parce que nous portons des valeurs communes : valeurs d'indépendance, d'émancipation, de culture, de diversité, d'exception également pour nos langues que nous voulons offrir au monde.

Nous voulons également que les défis de la planète, en particulier celui du réchauffement climatique, soient abordés ensemble.

Je reviens à la conférence internationale de Paris fin décembre, si importante pour nous tous. Je veux d'abord remercier les autorités du Pérou parce que des avancées significatives ont été réalisées à la conférence de Lima.

C'est ce qui nous permet aujourd'hui d'avancer pour obtenir à Paris un accord général, contraignant et différencié. Nous aurons à vérifier que les financements nécessaires sont bien réunis pour assurer des transitions sans heurts pour les sociétés et les économies et pour permettre aux pays émergents d'être pleinement associés à la réussite de ce processus. C'est pourquoi l'Amérique latine aura à dire plus que son mot ; c'est avec elle que nous voulons conclure cet accord.

J'ai évoqué nos relations économiques. Nous sommes fiers, nous Français, d'être le premier investisseur européen en Amérique latine et nous voulons qu'il y ait aussi davantage d'investissements latino-américains en

France. Notre commerce extérieur avec l'Amérique latine et les Caraïbes est significatif mais pas suffisant ; nous voulons donc travailler davantage avec vos industriels, avec vos villes, vos collectivités. Nous voulons partager nos technologies, favoriser le développement durable, permettre un meilleur accès à la santé. Nous y sommes prêts. Nos entreprises se mobilisent à cet effet pour vous accompagner.

Je veux terminer par les échanges humains car ce sont eux qui fondent une relation.

Échanges intellectuels d'abord. Nous avons, en France, des lieux d'excellence que nous partageons avec vous. Je pense à l'Institut des Hautes Etudes d'Amérique Latine, l'IHEAL, qui a célébré son 60e anniversaire et accueille

40 % d'étudiants venant d'Amérique latine. Ses professeurs également viennent d'Amérique latine. Nous avons là un exemple de coopération de haut niveau.

Il y a aussi l'Institut des Amériques créé en 2007, qui met en réseau plus de 60 universités et établissements de recherche.

Je sais aussi l'intérêt que porte la Conférence des Présidents d'Universités (CPU) pour nouer des partenariats avec les universités et les établissements d'enseignement supérieur latino-américains et caribéens.

Nos centres de recherche – CNRS, IRD, CIRAD, Institut Pasteur et j'en oublie – ont développé également des liens avec les vôtres. Là encore, c'est un réseau que nous voulons constituer avec vous. Je pourrais citer aussi les centres de recherche en sciences humaines. Je ne pourrai pas être exhaustif, je préfère m'arrêter là.

La France est fière également d'accueillir 20 000 étudiants latino-américains. Ils nous ont apporté leurs savoirs, leurs connaissances, leurs talents.

Il y a peu, ici, dans cette même salle, je remettais la Légion d'honneur à un grand mathématicien venu du Brésil.

Il est peut-être parmi nous ce soir. Il a pris la nationalité française, tout en gardant la nationalité brésilienne, et veut se mettre au service de nos deux continents pour offrir ce que la science peut porter de mieux. Je pourrais multiplier les exemples.

Nous souhaitons qu'il y ait plus de Latino-Américains et de Caribéens qui parlent le français. Et il y aura, grâce à la réforme du collège, plus de jeunes Français qui apprendront l'espagnol et qui apprendront l'allemand et l'anglais aussi. Nous souhaitons renforcer les échanges linguistiques parce que les langues sont très importantes pour nous. Je veux souligner, à cet égard, le travail mené par l'AEFE et le réseau des Alliances françaises :

140 000 élèves, partout en Amérique latine, parlent le français.

De nombreux instituts culturels et centres culturels développent aussi les arts plastiques, le cinéma. Le Festival de Cannes a accueilli une fois encore de nombreuses œuvres venues de votre région. Nous sommes toujours heureux d'accueillir les talents étrangers parce qu'il n'y a pas de frontières dès qu'il y a du talent.

Voilà, Monsieur le Président de la République, Mesdames et Messieurs les Ministres, Mesdames et Messieurs, la signification que je voulais donner à cette Semaine de l'Amérique latine et des Caraïbes. Une semaine où les relations entre la France et votre continent sont portées à leur niveau d'excellence. Une semaine où nous multiplions les initiatives. Une semaine que nous nous aurions envie de prolonger pendant les 51 autres.

Mais nous voulons aussi – et nous y sommes prêts – que chacun de vos pays puisse consacrer une semaine à la

France et, pour commencer, un jour, un jour et une nuit. Nous en serions très heureux.

Vive l'Amérique latine et vive la France !

Déclaration conjointe du président François Hollande lors de la visite du président du Mexique, Enrique Peña Nieto

Mercredi 15 juillet 2015

LE PRESIDENT : C'est un plaisir d'accueillir le Président mexicain, ici, à Marseille. Il a d'abord visité une très belle usine, EUROCOPTER Marignane, qui témoigne de l'excellence industrielle française et aussi de la coopération que nous avons pu nouer avec le Mexique. Il y a en effet des hélicoptères, il y a aussi des fabrications qui sont au Mexique et que j'avais visitées, qui montrent que nous pouvons promouvoir l'emploi, et en France, et au Mexique, à travers ces appareils.

Nous sommes ensuite allés voir l'un des plus beaux sites de France, les Calanques, ce parc national qui permet, à côté de Marseille, de montrer la biodiversité et aussi la protection de notre environnement, dans la perspective de la conférence sur le climat. Je remercie encore le Président PEÑA NIETO de nous avoir soutenus pour la réussite de ce grand rendez-vous de la planète avec elle-même.

Nous sommes allés sur un splendide voilier de la marine mexicaine qui est pour quelques jours sur le port de Marseille et qui a été d'ailleurs visité par de nombreux Marseillais. Nous allons ensuite aller au MUCEM, splendide musée de la Méditerranée qui témoigne aussi de l'ouverture des cultures. Justement la culture c'est aussi ce que nous avons en partage avec le Mexique.

C'est donc une très belle visite d'Etat que le Président mexicain nous offre en venant ici. Je le recevrai demain encore à Paris. Il était sur les Champs-Élysées, avec moi, pour le défilé militaire, où des Mexicains ont également été présents et ont émerveillé tous les spectateurs et les téléspectateurs.

Une visite concentrée donc sur l'économie, l'emploi, mais également sur la culture et la coopération militaire. Pour toutes ces raisons, c'était une très belle visite, ici, à Marseille, dont je rappelle que c'est une cité qui a été fondée par les Grecs.

Enrique PEÑA NIETO, Président du Mexique : C'est un grand moment que la France et le Mexique traversent. Je peux vous faire le témoignage ici de notre reconnaissance envers le Président HOLLANDE. Il a été le grand moteur de cette rencontre, nouvelle rencontre entre la France et le Mexique.

C'est une preuve que nous avons maintenant un nouvel espace. C'est le sens justement des nouveaux accords que nous avons déjà commencé à signer, que nous signerons encore demain, des accords nombreux de coopération dans les domaines de l'éducation, de l'économie, de la santé, de la science et de la technologie également. Nous avons pour but de faire un chemin ensemble vers la prospérité de nos deux sociétés.

Je veux dire quelque chose d'autre. Le Mexique est très reconnaissant au Président François HOLLANDE, qui a pris l'initiative de faire en sorte qu'à la COP 21, à la fin de cette année, on aboutisse à un accord vraiment contraignant pour toutes les parties. Le Mexique est tout à fait d'accord avec cette démarche et nous accompagnerons la France là-dessus. Nous voulons travailler ensemble avec la France pour un monde meilleur.

Discours de François Hollande au dîner officiel à Cuba 2 février 2016 :

Monsieur le président, cher Raúl CASTRO,

Monsieur le président du Sénat,

Monsieur le président de l'Assemblée nationale,

Mesdames, Messieurs les ministres,

Mesdames, Messieurs,

Vous êtes tous ici des amis de Cuba et vous vouliez être autour du président Raúl CASTRO et de moi-même pour rappeler la force de l'amitié entre nos deux pays.

C'est avec plaisir que j'accueille le chef de l'Etat cubain ainsi que son importante délégation. C'est la première visite d'Etat d'un dirigeant cubain depuis l'établissement de nos relations diplomatiques ; en ce sens, cette journée est historique. L'année dernière, j'avais été le premier chef d'Etat occidental à être accueilli à Cuba, beaucoup d'autres et je ne m'en plains pas ont suivi et presque le monde entier veut accompagner Cuba dans son développement et dans son ouverture.

Je me suis réjoui des gestes qui ont été accomplis ces derniers mois par le président OBAMA mais le plus important reste à venir ; c'est la levée de l'embargo unilatéral qui depuis trop longtemps inflige des souffrances inacceptables au peuple cubain et entrave les échanges que l'on peut avoir avec ce pays.

La France fut l'une des premières Nations à dénoncer à l'ONU cette décision d'embargo et de blocus. Et notre diplomatie soutient chaque année à l'Assemblée générale la résolution sur la nécessité de lever cette décision.

De même, la France a la volonté de rapprocher l'Union européenne et Cuba en revenant sur ce qu'on appelle la « position commune » et qui n'est rien d'autre aussi qu'une entrave aux échanges qui a perdu tout son sens.

Je vous avais dit à La Havane l'affection du peuple français à l'égard de votre pays, Monsieur le président. En effet, nos liens remontent au XVI^e siècle et je ne suis pas allé plus loin de peur de faire des erreurs historiques. Et il semble que c'est au XVI^e siècle que des corsaires français, il en existait déjà, arrivèrent sur les côtes cubaines. La ville de Cienfuegos fut fondée par des Bordelais et l'architecture et la culture française y sont encore très présentes. Ensuite, des Français sont venus s'installer à Cuba après la révolution d'Haïti pour y implanter la culture du café que nous poursuivons aujourd'hui au travers du commerce équitable et d'ailleurs, un accord a été signé dans ce sens cet après-midi. Puis, les idées ont circulé avec les hommes. Nous savons ce qui nous réunit, nos deux drapeaux portent les couleurs bleu-blanc-rouge et votre hymne La Bayamesa a des accents de La Marseillaise. Nous partageons un même attachement à l'indépendance.

José MARTI, votre héros national, alors en exil en France l'avait évoqué avec Victor HUGO lors de leur célèbre rencontre. Le courage des insurgés cubains et notamment des femmes lui inspira quelques-unes de ses plus belles pages

Plus tard, bien plus tard dans la deuxième partie du XX^e siècle, nous sommes conscients de ce que Cuba a pu représenter pour les peuples qui cherchaient leur libération et ici, il y a des femmes, des hommes qui ont appuyé votre révolution. Puis nos deux pays ont construit malgré les tensions internationales, malgré un certain nombre de divergences des relations apaisées, François MITTERRAND avait accueilli Fidel

CASTRO lors d'une visite privée, c'était en 1995 mais je l'ai dit, jamais un chef d'Etat cubain n'avait été présent en visite officielle en France.

Je vais vous rappeler que nous connaissons bien nos différences mais ce qui nous unit est plus fort. Nous n'avons pas toujours les mêmes conceptions sur tous les sujets, notamment sur les droits de l'homme, mais notre amitié nous permet d'en parler librement et c'est là l'essentiel.

Cuba est respectée et écoutée dans toute l'Amérique latine.

Je veux saluer un rôle essentiel que vous avez joué, Monsieur le Président, dans le processus de paix pour la Colombie dont les négociations se tiennent à La Havane et qui visent à mettre un terme à un conflit qui dure depuis plus de soixante ans. Cette solution n'aurait pas été trouvée sans la médiation cubaine.

De même, les liens étroits que Cuba entretient avec le Venezuela sont un atout pour faire prévaloir le dialogue dans ce pays et entre ce pays et ses voisins et je n'oublie pas la solidarité dont Cuba fait preuve à l'égard de l'ensemble du continent, chaque fois qu'il y a une épreuve. Je pense notamment à l'espace de la Caraïbe où la France est présente au travers de ces collectivités d'outre-mer, c'est la raison pour laquelle je dis que la France et Cuba sont des pays voisins. Nous travaillons avec vous pour développer l'ensemble de la région.

Enfin, je veux souligner combien la voix de Cuba a été utile et Laurent FABIUS pourra en témoigner le 12 décembre lors de la Conférence de Paris sur le climat mais dans cette nuit du 12 décembre il y avait une autre négociation, sans doute le plus discrète mais essentielle pour Cuba. C'est le Club de Paris qui se réunissait et qui a décidé cette nuit-là d'annuler la dette cubaine.

Je tenais à respecter l'engagement que j'avais pris devant vous lors de ma visite l'année dernière, cette décision va favoriser l'accès de Cuba à des financements internationaux et d'abord les nôtres, l'Agence Française de Développement apportera sa contribution, les entreprises françaises et je salue ici ses représentants sont également prêts à investir davantage. La feuille de route économique qui vient d'être signée entre nos deux pays établit la liste des domaines et d'ailleurs ils ne sont pas limitatifs. Il y a l'infrastructure, l'agroalimentaire, l'environnement, l'énergie, le tourisme et je pourrais ajouter la culture car je veux ajouter la culture. Elle a toujours rapproché nos deux pays.

Alejo CARPENTIER, l'auteur du Siècle des Lumières et du Partage des eaux, fut longtemps le représentant de Cuba à Paris. Les idéaux de la Révolution française ont inspiré son œuvre et son amitié avec Robert DESNOS a inspiré son amour pour notre langue. Pour certains qui s'en souviennent, Alejo CARPENTIER avait participé à des émissions à la télévision notamment Bernard PIVOT et avait considérablement ému par le témoignage qu'il faisait de son pays et par le lien qu'il voulait établir avec la culture française. Cette relation culturelle s'est poursuivie et en ce moment même le peintre Wilfredo LAM est mis à l'honneur au Centre Pompidou. Je rappelle qu'il vécut à Paris et fut un ami de Picasso.

Le festival du film français à La Havane – c'est la 18e édition – a eu lieu en avril dernier et constitue un lieu exceptionnel de partage des œuvres.

Nous avons voulu aussi qu'un mois de la culture française puisse être organisé cette année à Cuba ou plutôt c'est vous qui l'avez voulu et nous y avons volontairement et agréablement consenti.

Les événements majeurs se préparent notamment des concerts je sais qu'ici il y a un disc-jockey qui est particulièrement célèbre et qui va devenir une réalité pour les Cubains, alors que pour nous il est un voisin !

Nos deux pays partagent le même attachement également pour l'éducation, la science. Je souhaite que les étudiants puissent circuler encore plus facilement, que nous puissions en accueillir davantage venant de Cuba et nous travaillerons ensemble pour la reconnaissance des diplômés.

En mai dernier lors de ma visite à La Havane, j'ai eu cette chance d'inaugurer le siège de l'Alliance française ; elle est installée dans un lieu magnifique, un des plus beaux immeubles de la capitale cubaine le Palacio Gomez. Je rappelle que c'est grâce à Che Guevara, alors ministre de la République cubaine, que la France a eu la chance de disposer de cette institution à La Havane et aujourd'hui 12 000 Cubains y apprennent le français. Voilà pourquoi là aussi, ce fut un moment particulier d'émotion.

« Un pays cultivé est toujours fort et libre, même s'il n'a pas toutes les richesses du monde », disait José MARTI. Là, se situe pour la France ou pour Cuba notre capacité de résistance, résistance aux épreuves et nous l'avons montré encore l'année dernière et vous aussi dans d'autres circonstances, vous savez résister aux épreuves.

La France vous accueille, cher Raúl CASTRO, convaincu que les talents de la France, ses ressources, ses entreprises sauront accompagner Cuba dans son développement original et en respectant son identité.

Et c'est pour célébrer l'amitié entre la France et Cuba que je lève mon verre aujourd'hui à vous et à votre délégation !

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-péruviennes, à Lima le 23 février 2016

Mes chers compatriotes,

Vous avez du mérite, vous êtes patients, cela fait plus de 50 ans que vous attendez un Président de la République, mais cela fait longtemps que vous voulez, à travers la rencontre de ce soir, témoigner de la force de l'amitié entre la France et le Pérou. C'est le sens aussi de ma visite auprès de vous ici dans cette Alliance française si belle. Belle à la fois par son architecture et belle par l'idéal qu'elle incarne. Promouvoir la culture française, la langue française et également les valeurs de notre République.

Je viens, c'est vrai, pour cette visite en Amérique latine, commençant au Pérou et se terminant à la fin de la semaine en Uruguay. Je viens montrer que la France est présente dans cette partie du monde. Si elle l'est, c'est grâce à vous, représentants de la communauté française avec des histoires ou des parcours souvent singuliers. Certains sont fonctionnaires, d'autres représentent des entreprises, beaucoup sont dans les activités culturelles et puis d'autres sont venus par hasard de la vie ou des rencontres que seuls les voyages permettent.

Je sais aussi que beaucoup d'entre vous sont à la fois Français et Péruvien, ce qui justement nous donne cette chance formidable de pouvoir porter ces couleurs multiples qui font l'union entre nos deux pays.

J'évoquais le caractère presque historique de cette visite. Historique compte tenu du fait qu'il n'y avait pas eu de Président de la République en visite d'Etat au Pérou depuis 1964. Le Général de GAULLE donc, il y a 52 ans avait quitté la mère patrie pendant trois semaines et il avait visité de nombreux pays d'Amérique latine pour porter un message d'indépendance et pour dire à ce continent qu'il pouvait s'émanciper, qu'il pouvait trouver en lui-même les conditions de son développement et ne pas être soumis aux influences venant de l'extérieur. Nous étions à l'époque en pleine guerre froide, la démocratie n'était pas forcément le régime qui était le plus partagé dans l'Amérique latine et le Général de GAULLE voulait que ce message d'indépendance puisse être compris pour ce qu'il représentait, c'est-à-dire un appel à la responsabilité, à l'émancipation, à la liberté.

52 ans plus tard, ce message n'a rien perdu de son actualité, nous devons toujours réaffirmer notre indépendance. Une indépendance qui n'empêche pas la solidarité, les alliances et parfois la lutte contre des ennemis communs, aujourd'hui le terrorisme. Une indépendance pour prendre les décisions qui nous concernent, qui vous concernent, pour ne pas être soumis aux influences extérieures encore aujourd'hui, aux forces économiques qui parfois imprègnent les décisions publiques. Nous devons être capables aussi de développer une ambition culturelle et je m'exprime ici dans cette Alliance française.

C'est au Pérou que l'Alliance française est sans doute, mais je ne veux pas du tout sous-estimer les autres, la plus vivace et avec une fréquentation exceptionnellement élevée et je voudrais en remercier tous ceux qui y contribuent.

Je viens dans un contexte économique qui n'est pas facile pour l'Amérique latine, parce qu'il y a quelques années, c'était de la croissance dont on parlait au Brésil, l'Argentine, mais aussi au Venezuela, en Colombie. Depuis, c'est plus difficile, sans doute à cause des excès qui ont pu être commis ou également la baisse du prix des matières premières. Au Pérou, les réussites économiques sont tout à fait exceptionnelles puisqu'encore aujourd'hui j'en faisais la démonstration devant le Président HUMALA qui était d'accord avec moi. Le Pérou a le taux de croissance le plus élevé de toute l'Amérique latine.

Nous avons voulu accompagner ce développement, celui du Pérou comme celui de l'Amérique latine. Avec le Pérou, nous avons voulu établir un partenariat, il s'est défini, dessiné en 2012 lors de la première visite du Président HUMALA à Paris. Nous avons conçu une stratégie permettant de développer à la fois les échanges commerciaux - et c'est le cas, l'année dernière ils ont progressé de plus de 30 % dans les deux sens - mais également les échanges scientifiques, universitaires, culturels. Nous avons signé de nombreux accords de coopération dans des domaines sensibles, j'en parlais avec le Premier ministre du Pérou, qui était, il y a encore quelques mois, ministre de la Défense. C'est un satellite français qui a été choisi par le Pérou pour permettre justement de développer un certain nombre d'informations, de connaissances, de technologies. Même en matière militaire, nous avons voulu partager un certain nombre d'expériences.

Puis il y a eu cette rencontre qui finalement pouvait être fortuite : c'est le Pérou qui organisait la COP20 et c'est la France qui avait décidé après une réflexion parce que cela nous engageait, de réunir la COP21. Il ne pouvait pas y avoir de réussite de la COP21 s'il n'y avait pas de progrès significatifs lors de la conférence de Lima.

Tout à l'heure j'ai remis une haute distinction, celle d'officier de la Légion d'honneur au ministre de l'Environnement du gouvernement du Pérou, parce qu'il a personnellement contribué non seulement à ce qu'il puisse y avoir des progrès à Lima en décembre 2014, mais aussi en décembre 2015 qu'il puisse y avoir l'accord. J'évoquais devant ses amis, devant sa famille le fait que j'ai dû téléphoner au Président HUMALA. Nous étions à quelques heures de la conclusion, c'est-à-dire du moment où le président de la COP, à l'époque Laurent FABIUS, devait frapper avec son marteau pour dire que le consensus était trouvé. Il se passait cependant à quelques heures, c'est souvent le cas dans les conférences internationales, des impondérables, des pays se dérobaient, on n'arrivait même pas à joindre un certain nombre de chefs d'Etat et de gouvernement et ce n'était pas la faute des télécommunications.

J'ai alors appelé le Président HUMALA et je lui ai dit que nous avons absolument besoin de son ministre de l'Environnement. C'est un médiateur hors pair et c'est justement ce que m'a répondu le Président HUMALA : « j'en ai besoin chez moi, il y a suffisamment à faire ». Je lui ai alors dit « on a encore besoin de lui et besoin de vous, besoin du Pérou » et c'est ce qui s'est produit. Alors je viens ici aujourd'hui exprimer ma gratitude à l'égard du Pérou et sceller cette alliance entre la France et le Pérou qui a permis la réussite de la conférence sur le climat. Soyez en fiers amis péruviens, soyez en fiers amis français. Si vous êtes en plus franco-péruviens, vous pouvez être doublement fiers parce que ce sont vos deux pays qui ont permis cet accord historique.

Il est historique parce qu'il y a eu un consensus, il est historique parce qu'il y a eu des engagements, il est historique parce que désormais plus personne, plus aucun pays, plus aucun gouvernement ne pourra se détacher de ce qui a été fait. Nous n'avons pas pour autant sauvé la planète, mais nous avons défini les instruments qui permettront de la préserver et même de l'embellir et de l'enrichir. C'est le plan Lima-Paris que nous avons maintenant à mettre en œuvre.

Là encore c'est une chance pour les entreprises françaises, sans doute aussi pour les entreprises péruviennes. A nous d'être exemplaires et dans la délégation que j'ai constituée pour ce voyage ici au Pérou, puis demain en Argentine et après-demain en Uruguay. J'ai emmené beaucoup d'entreprises qui sont justement les plus innovantes en matière de développement durable, celles qui travaillent - j'imagine qu'il y a ici un grand nombre de représentants de ces activités - dans le transport, dans l'énergie, dans le recyclage des déchets, dans la biodiversité, dans la recherche sur ce que peuvent être les technologies de demain. Voilà c'est dans tous ces domaines que nous allons pouvoir engager un partenariat d'excellence avec le Pérou.

Nous allons surtout en faire une vitrine pour le reste du monde, un exemple que nous pourrons porter en Amérique latine, mais aussi en Afrique, en Asie pour montrer que ce que nous avons pu faire ici pour l'énergie solaire, pour l'énergie éolienne, pour des transports durables, nous pouvons le faire partout dans le monde.

Je reviens vers vous, vous qui êtes là, qui travaillez dans de nombreux domaines et qui faites vivre l'idée de la France. L'idée de la France, c'est celle que l'on a voulu tuer lors des attentats de janvier et de novembre de l'année dernière. L'idée de la France, c'est de croire au progrès, à la liberté, à la culture. L'idée de la France, c'est de ne jamais renoncer à changer le monde. L'idée de la France, c'est de porter toujours ce même message que les peuples peuvent décider eux-mêmes de leur avenir. L'idée de la France, c'est aussi au-delà de nos convictions, de nos croyances, de penser que ce qui nous réunit est plus fort et ce que nous pouvons exprimer à travers le mot laïcité, c'est-à-dire le respect, la liberté et en même temps la confiance que nous formons un ensemble indissociable.

Alors c'est cette idée de la France que nous devons partout, non pas simplement défendre, comme si nous avions à nous protéger, mais promouvoir, continuer à faire partager, considérer qu'aucun peuple nulle part au monde ne peut être privé de cette idée là, parce que c'est une idée universelle. Pour que cette idée puisse continuer à se diffuser, il faut qu'il y ait des femmes et des hommes qui y croient encore et qui partout dans le monde veulent aussi être Français au sens d'être universel. La langue française, la culture française, s'enrichissent toujours des autres langues et des autres cultures. Nous n'avons jamais conçu notre propre création comme étant exclusive, comme devant écraser les autres. Au contraire, nous avons toujours fait accueil à tous les écrivains, à tous les peintres, à tous les créateurs, pas simplement parce qu'ils

étaient poursuivis dans leur propre pays, mais parce qu'ils nous apportaient cette chance formidable du partage.

Une alliance française a justement cette ambition-là. Je veux également saluer les personnels enseignants, dans un établissement qui n'a pas de statut public et qui fait néanmoins en sorte d'accueillir 1 000 élèves. J'ai voulu aussi avec le Président HUMALA que nous puissions accueillir davantage d'étudiants venant du Pérou, nous en aurons 1 000 à la rentrée prochaine. Le Président HUMALA a voulu qu'il y ait des boursiers plus nombreux et nous avons fait en sorte de pouvoir les accompagner parce qu'à chaque fois qu'un étudiant, un chercheur se forme en français, nous considérons que c'est une chance de plus, pas simplement pour eux, mais pour nous. Faites en sorte là encore, de favoriser ces échanges là où vous êtes, de porter cette belle idée de la France et de partager cette ambition.

Nous sommes venus aussi pour signer un certain nombre d'accords, ce que nous voulons faire à chaque fois pour que nos entreprises puissent avoir les meilleures conditions pour leur activité. Ce n'est pas toujours simple. Il se trouve qu'au Pérou, il y a eu cette volonté d'ouverture, d'accepter qu'il y ait des accords avec l'Europe, que les marchés soient ouverts, que nous puissions également libéraliser les visas, grâce aussi aux passeports biométriques que le Pérou a bien voulu faire concevoir par une entreprise française. Un passeport biométrique français est d'ailleurs la meilleure garantie, pour être sûr de ceux que nous pouvons accueillir, puisque je parle d'accueil.

Il y a cette question lancinante des réfugiés. Ici, même en Amérique latine, viennent des réfugiés, ne pensons pas que ce n'est qu'une question européenne, même si les proximités géographiques font que les réfugiés vont bien sûr d'abord là où ils peuvent être accueillis, dans la région, puis ensuite en Europe. Je sais l'effort que fait l'Amérique latine pour accueillir un certain nombre de Syriens, d'Irakiens qui fuient à cause des massacres, et là encore même si c'est un sujet difficile, toujours utilisé par les extrémistes pour faire peur, nous avons ce devoir là et nous devons aussi en faire une cause humanitaire.

Ce matin, au moment où j'arrivais au Pérou, j'ai eu une communication téléphonique avec le Président OBAMA, la Chancelière MERKEL et le Premier ministre CAMERON, pour que nous puissions faire la pression nécessaire pour qu'il y ait un cessez-le-feu le plus vite possible en Syrie, pour que nous en terminions avec ces bombardements qui frappent des villes entières, une ville comme Alep.

Il y a quelques années, il y aurait eu une mobilisation internationale considérable, si nous avions su qu'une ville était à ce point martyrisée. Aujourd'hui à cause sans doute de cette banalisation des catastrophes, de cette habitude de l'horreur, nous regardons ces villes, cette ville souffrir en silence. Là aussi nous sommes responsables et la France continuera d'agir pour qu'il puisse y avoir ce cessez-le-feu, puis cette transition politique afin que nous puissions en terminer avec un conflit, qui on le voit bien a une conséquence en Europe et dans le monde.

Je termine là. J'étais il y a quelques heures en Polynésie française et les Polynésiens me disaient : « vous êtes là au bout du monde ». Je leur ai répondu que non, je n'étais pas au bout du monde, que j'étais au bout de la France, parce que la France est partout présente dans le monde. Elle est présente sur tous les continents, sur toutes les mers, à cause de l'Histoire qui fait qu'un certain nombre de territoires sont restés Français, mais aussi à cause de la responsabilité qui est la nôtre. La France est partout présente par sa communauté, par vous. La France est un pays du monde, pleinement dans le monde, mais elle ne peut l'être que s'il y a toujours cette flamme française, qui ne peut être entretenue que par les Français eux-mêmes. C'est pourquoi je voulais ici vous en exprimer ma reconnaissance.
Merci. Vive la République et vive la France.

Discours du président François Hollande à l'occasion du déplacement du président Juan Manuel Santos à Paris le 26 janvier 2015

Monsieur le Président, Madame, Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Parlementaires, Mesdames et Messieurs les Représentants des entreprises, des universités et des instituts de recherche,

Mesdames et Messieurs,

Monsieur le Président,

L'amitié entre la France et la Colombie est ancienne.

Nous partageons les mêmes valeurs, en particulier celles issues de la Révolution Française. Je rappelle que c'est Antonio Nariño, Vice-Président de la « Grande Colombie » en 1821, qui fut le premier traducteur en langue espagnole de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen. Vos institutions se sont également inspirées du Code Napoléon dont l'influence est profonde sur le droit colombien.

Nous avons aussi le même attachement à la culture. La Colombie est fière - elle peut l'être - de ses héritages amérindien, hispanique et afro-américain. La Colombie est un modèle de diversité et de richesses. Richesses culturelles, richesses artistiques. Elle a donné au monde des écrivains et des créateurs de grand talent. De Gabriel GARCIA-MARQUEZ, Prix Nobel de littérature, à Fernando BOTERO, dont les sculptures ornent le jardin des Tuileries à Paris. Je n'oublie pas vos cinéastes, vos sculpteurs, vos peintres les plus contemporains.

Nos deux pays sont aussi passionnément attachés à la liberté.

Monsieur le Président,

J'ai été très sensible au message de solidarité que vous avez adressé à mon pays, après les événements tragiques qui l'ont endeuillé. Vous êtes allé en personne à l'ambassade de France pour signer le livre de condoléances et vous avez réservé, dans votre programme à Paris, un moment de recueillement en mémoire des victimes des attentats. Je vous exprime ici toute ma gratitude.

J'ai en mémoire le discours qu'Albert Camus avait prononcé en hommage au Président Eduardo Santos, votre grand-oncle, qui était propriétaire du journal El Tiempo et qui avait dû s'exiler à cause de la dictature dans votre pays. Albert CAMUS avait eu cette phrase : « Avec la liberté de la presse, les peuples ne sont pas sûrs d'aller vers la justice et la paix. Mais sans la liberté de la presse, ils sont sûrs de ne pas y aller ».

Le Président Eduardo Santos, qui avait étudié en France, avait accordé l'asile politique en 1941 à Paul Rivet, qui fonda à Bogota l'Institut ethnologique national et forma la première génération d'anthropologues colombiens.

C'est aussi ce lien qui nous unit à travers l'histoire. Quand la France a eu besoin de la Colombie, vous étiez là. Et quand la Colombie a eu besoin de la France, elle était présente.

Monsieur le Président,

Je vous accueille aussi comme le chef de l'État qui a fait le choix de la paix pour son pays. Vous avez décidé courageusement de lancer des négociations avec les FARC et vous travaillez avec courage, avec obstination, à leur aboutissement.

La France vous accorde et vous apporte son plein soutien et toute sa confiance dans les pourparlers en cours.

Monsieur le Président,

Votre visite officielle est l'occasion d'établir un véritable partenariat entre nos deux pays.

Nous avons décidé de créer ensemble un Comité stratégique franco-colombien, composé de personnalités françaises et colombiennes pour renforcer toutes nos relations.

D'abord nos relations économiques. La Colombie est passée en quelques années de la 6ème à la 3ème place en termes de production en Amérique du Sud. La France et les entreprises françaises souhaitent vous accompagner dans votre dynamique de croissance. Les échanges commerciaux entre nos deux pays ont plus que triplé entre 2004 et 2013. 140 entreprises françaises sont aujourd'hui présentes en Colombie. La France est le premier employeur étranger avec plus de 75.000 salariés et le deuxième investisseur européen après l'Espagne.

Aujourd'hui, nous avons décidé de mobiliser davantage encore l'Agence française de Développement, notamment pour préparer la période post-conflit. Elle accompagnera vos projets de mobilité urbaine, de développement rural et toutes vos actions en matière de lutte contre le réchauffement climatique.

L'entrée en vigueur de l'accord commercial entre l'Union européenne et la Colombie et votre future adhésion à l'OCDE vont créer un cadre encore plus favorable au développement de nos échanges. Nous avons également conclu des négociations pour signer une convention fiscale bilatérale.

Mais, au-delà de l'économie, nous avons décidé d'amplifier nos échanges universitaires et scientifiques.

Déclaration conjointe de M. François Hollande, Président de la République, et Mme Cristina Fernandez de Kirchner, présidente de la Nation argentine, sur les relations entre la France et l'Argentine, à Paris le 19 mars 2014

« Mesdames, Messieurs, j'ai accueilli, avec beaucoup de plaisir la Présidente de l'Argentine, Cristina KIRCHNER, qui effectue une visite importante ici en France.

Il y a d'abord les liens culturels entre nos deux pays. Ils vont être symbolisés par l'inauguration, demain, du Salon du livre par la Présidente et par le Premier ministre français. Ce Salon du livre est dédié aux auteurs argentins, à la culture argentine et à l'amitié entre nos deux pays.

Les relations entre la France et l'Argentine vont au-delà de la culture. Nous avons un partenariat politique qui, je le rappelle, a été fondé il y a 50 ans, à l'occasion d'un voyage célèbre que le général de GAULLE a fait en Amérique Latine et tout particulièrement en Argentine. Nous célébrons, d'une certaine façon, le 50ème anniversaire de cette relance de la relation politique entre nos deux pays.

Nous avons également une relation économique intense avec des priorités que nous avons fixées depuis plusieurs mois, autour de l'énergie, de la médecine, de l'agronomie, des nanotechnologies. L'Argentine est un grand pays scientifique qui a fait des technologies, le cœur de son développement. C'est la raison pour laquelle la Présidente ira visiter, à Grenoble, plusieurs laboratoires et que nous avons établi une coopération entre nos instituts de recherche, le CNRS et son équivalent argentin.

Nous avons aussi la volonté de multiplier les échanges universitaires. Il y aura un accord passé prochainement pour la reconnaissance mutuelle des diplômes entre nos universités. Je rappelle qu'il y a 1 000 étudiants argentins qui sont accueillis en France et que nous avons aussi 1 000 étudiants français qui sont en Argentine. Quand je donne ces chiffres, j'ai conscience que c'est trop peu, bien trop peu, par rapport à ce que nous pouvons faire.

L'Argentine est le troisième partenaire commercial de la France en Amérique du Sud. La France y a d'ailleurs un excédent. C'est la raison pour laquelle la Présidente veut que nous augmentons encore nos échanges, notamment dans le transport et dans le spatial. Là encore, des décisions importantes ont été prises par l'Argentine qui vont renforcer notre relation

La France veut que l'Argentine puisse sortir de ses difficultés financières. L'Argentine est en train d'y parvenir et nous faisons tout pour qu'au Club de Paris, là où se négocient les règlements financiers, nous puissions soutenir les démarches de l'Argentine parce que c'est notre intérêt. C'est bien sûr l'intérêt de l'Argentine, mais c'est également le nôtre de commercer encore davantage avec l'Argentine.

Je veux terminer sur les discussions que nous avons eues sur les problèmes internationaux : Syrie, Liban puisque ce sont des pays qui comptent en Argentine, compte-tenu des communautés qui y vivent et l'Ukraine - nous nous sommes retrouvés sur des principes simples, notamment celui du respect du droit international et de l'intégrité des frontières. Voilà le sens de ce déplacement. Je remercie encore la Présidente Cristina KIRCHNER de sa présence pendant plusieurs jours. Je sais que ce n'est jamais facile. Elle donne un éclat tout particulier au Salon du livre, qui est en l'honneur de l'Argentine, à l'occasion du Centième anniversaire de la naissance de Julio CORTAZAR. »

Entretien SciencesPo Poitiers 23 novembre avec Alexandre Godin :

Alexandre Godin était attaché Parlementaire de François Hollande il y a une vingtaine d'années mais a également été par la suite Directeur de Cabinet de Ségolène Royal et enfin de Chef de Cabinet du Ministre délégué à l'agroalimentaire dans le gouvernement de Jean-Marc Ayrault.

Etudiants: Bonjour, quelle est selon-vous l'importance que François Hollande accorde aux discours dans sa politique en générale et dans sa politique étrangère?

Alexandre Godin: C'est un homme qui croit au pouvoir de la parole. D'une certaine manière, pour lui "parler c'est agir". Il aime faire des discours (sur les plus importants, il écrit lui-même), donner des interviews et parler à la presse.

E: Son Premier Poste à la Maison de l'Amérique Latine marquerait-il donc le début d'une relation particulière avec le continent?

AG: Il s'agissait plutôt d'une mission d'audit des comptes de la Maison de l'Amérique latine lorsqu'il était jeune auditeur à la Cour des Comptes, ce qui n'a pas suffi à faire naître le début d'une relation particulière... Avant qu'il soit Président, il avait peu de liens avec cette région. François Hollande est un responsable politique qui n'avait jamais marqué d'appétence particulière pour les déplacements à l'étranger et pour la Politique Étrangère même si sa charge de Premier secrétaire du PS l'amenait bien sûr à traiter de ces questions. Il n'aimait guère être loin de la France : sa vision de la politique restait très française même en tant qu'Européen convaincu. Les observateurs ont donc été surpris qu'il prenne autant goût aux questions diplomatiques une fois arrivé à la présidence.

E: Ne pensez-vous pas que le lien puisse alors être purement idéologique, nous pensons notamment à son parti, le parti socialiste, très présent en Amérique Latine ?

AG: Oui, il y a bien évidemment l'Internationale Socialiste. Il a été secrétaire du PS français durant 11 ans. C'était un parti important au sein de l'Internationale, ce qui l'amenait à rencontrer de nombreux partenaires de l'Amérique Latine. Ce n'est pas pour rien que le Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste depuis au moins 15 ans est un latino-américain, un Chilien.

E: Puisqu'il n'avait pas de lien particulier en AL, pourquoi avoir nommé Jean-Pierre Bel comme envoyé personnel du Président pour l'AL et les Caraïbes?

AG: Pour plusieurs raisons : il fallait trouver un point de chute à Jean-Pierre Bel après la perte de la présidence du Sénat, il était proche de François Hollande et surtout c'était un bon connaisseur de la région.

E: Pensez-vous que François Hollande avait une Politique Étrangère très idéologique, ou bien qu'au contraire, il était un homme très pragmatique?

AG: François Hollande est un homme pragmatique et il y avait peu d'idéologie dans sa diplomatie. Il a rarement pris la peine de théoriser ses choix. Il a voulu changer la forme de sa diplomatie par rapport à Sarkozy qui avait une diplomatie "au pas de charge" et pas toujours respectueuse, selon lui, de ses interlocuteurs étrangers. Il a souhaité y mettre un terme et cela a permis de renouer des liens avec le Mexique et la Turquie notamment. Il a souhaité respecter davantage que son prédécesseur les prérogatives de ses deux ministres des Affaires Étrangères successifs, notamment Laurent Fabius. Il n'était pas forcément proche de lui mais il n'a pas voulu empiéter sur son travail. Le « domaine réservé » (expression de Jacques Chaban-Delmas en 1959 à propos de la politique étrangère du général de Gaulle) était pour François Hollande un domaine partagé avec son ministre des Affaires étrangères.

E: Etes-vous d'accord avec les écrits disant que la diplomatie de FH est devenue une "diplomatie économique"?

AG: la diplomatie économique qui a été définie par Laurent Fabius étaient l'une des dimensions importantes de sa politique étrangère : elle avait notamment pour objectif de défendre l'industrie de défense française dans la concurrence internationale. Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, proche de FH, a joué un rôle important qui a permis de connaître enfin les premiers succès commerciaux de l'avion Rafale. C'est une vision très réaliste de l'utilité de l'influence de la France dans le monde.

E : quels sont les autres marqueurs de la politique étrangère de FH ?

AG : il n'y a pas eu d'inflexion dans la politique européenne de la France ni de prise d'initiative majeure durant son quinquennat. Idem concernant le conflit israélo-palestinien. Il avait un grand respect pour les organisations internationales et le multilatéralisme comme lieu et moyen d'exercice des relations internationales. Son agenda diplomatique a été très marqué par la lutte contre le terrorisme (avec notamment l'opération Barkane au Mali) et par l'organisation de la COP21 en 2015 (grand succès diplomatique pour la France). Il a joué un rôle décisif pour maintenir la Grèce dans l'Europe, et dans les crises en Centrafrique et en Ukraine. En Syrie, il était prêt à intervenir militairement pour punir le régime après l'utilisation de l'arme chimique mais il a été lâché en chemin par Barack Obama. A chaque fois, il a marqué les esprits par des décisions fortes et tranchantes. D'une manière générale, c'est dans les situations de crise que son action a été la plus marquante et il a passé beaucoup plus de temps à l'étranger que Nicolas Sarkozy. A noter enfin, que FH a réalisé un joli "coup" diplomatique en étant le premier chef d'Etat étranger à se rendre à Cuba après la détente entre l'île et les Etats-Unis.

E: Nous avons observé que ces discours mettent toujours en avant les liens culturels qui lient la France et de l'Amérique Latine de manière très pompeuse et que cela servirait à justifier ensuite les échanges économiques souhaités entre les deux zones. Pensez-vous toutefois qu'il ait accordé une place prédominante aux relations culturelles avec le continent ?

AG: Chaque président français met en avant les liens culturels avec le continent sud-américain lorsqu'il s'y exprime... Ce qui est important, au-delà des mots du président, c'est l'investissement réel

dans la durée de l'Etat français sur un continent. S'agissant du continent sud-américain, cet investissement n'est pas flagrant.

Bibliographie :

- Discours du président François Hollande à l'occasion du déplacement du président Juan Manuel Santos à Paris le 26 janvier 2015
- Discours du Président de la République - Réception offerte à l'occasion de la semaine de l'Amérique latine
- Discours du président de la République à l'issue de sa rencontre avec les chefs d'entreprise d'Amérique latine 28 mai 2014
- Déclaration conjointe de M. François Hollande, Président de la République, et Mme Cristina Fernandez de Kirchner, présidente de la Nation argentine, sur les relations entre la France et l'Argentine, à Paris le 19 mars 2014
- Déclaration conjointe du président François Hollande lors de la visite du président du Mexique, Enrique Peña Nieto le 15 juillet 2015
- Discours de François Hollande au dîner officiel à Cuba 2 février 2016
- Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-péruviennes, à Lima le 23 février 2016
- Discours du président de la République François HOLLANDE à l'occasion de l'anniversaire de la Maison de l'Amérique latine, Paris, le 21 novembre 2014
- « *La France en Amérique latine : quelle(s) stratégie(s) face aux reconfigurations régionales ? Entretien avec Jean-Jacques Kourliandsky* », *Mouvements*, vol. 76, no. 4, 2013, pp. 49-64
- Christian Lequesne. La politique extérieure de François Hollande : entre interventionnisme libéral et nécessité européenne : Contribution à la journée d'études "Le PS au pouvoir" (6 juin 2014). 2014
- Georges Couffignal. La politique étrangère de la France vis-à-vis de l'Amérique latine. Observatoire des changements en Amérique latine (Paris). Amérique Latine 2011. L'Amérique Latine est bien partie, La Documentation française - IHEAL, Paris, pp.59-72, 2011
- Damon Mayaffre. Analyse du discours politique et Logométrie : point de vue pratique et théorique. Langage et Société, Maison des Sciences de L'homme Paris, 2005, pp.91-121
- ESTRADA Gaspard, DABENE Olivier, "L'Amérique Latine, oubliée de la France", Journal Libération, le 17 septembre 2012.